Numéro 42
Mars 2015
Publication
«CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS
The Chambers' Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Le carré des justes

Mohamed Choucair

Et s'il n'en reste qu'un! On a souvent décrit la situation politique, économique et sociale dans l'espoir de conjurer le sort, de réveiller les torpeurs. Ça n'a servi à rien. On dirait que le défi est au-delà des partis, des confessions, du pays. Dans cette conjoncture, la Chambre a imaginé une alternative pour avancer: établir une certaine forme de partenariat public-privé. Le ministre des Finances, Monsieur Hassan Khalil, estime qu'avant l'élection d'un président de la République, on ne peut faire grand-chose sur le plan politique. Cependant, le dialogue, et un minimum d'entente, ont épargné au pays beaucoup de problèmes. «Il s'agit d'étendre l'espace d'entente, et de réduire au minimum l'espace de désaccord», a-t-il déclaré lors de sa visite à la Chambre (lire page 2). Sur le plan économique, on peut faire beaucoup plus, à condition de préserver le minimum de sécurité à laquelle aspire le citoyen et qui encourage l'étranger à venir au Liban.

Il faut écouter les organisations économiques qui s'expriment en parfaite harmonie. Le vote du budget est impératif, le gouvernement est le premier à en pâtir ; cela se reflète dans toutes ses négociations économiques et financières à l'international et contribue à alourdir la notation du Liban. Qu'est-ce qui empêche le gouvernement de voter le budget? La baisse du baril à 60 dollars représente une occasion de baisser les coûts de production. Si le Liban devenait plus productif, il exporterait davantage et pourrait créer les opportunités d'emplois qui lui manquent chaque année un peu plus. Malgré le blocage politique, une partie du gouvernement pourrait se constituer en «task force» économique et trouver une solution à bon nombre de problèmes qui minent la vie du citoyen et des entreprises. Si nous ne pouvons restaurer une croissance à 9%, nous pourrons alors mieux affronter la crise qui sévit un peu plus tous les jours.

Les arriérés de la taxe sur la valeur ajoutée, dus aux exportateurs, s'amoncellent. Leur montant devient critique et menace la pérennité des entreprises qui se retrouvent avec des liquidités entièrement gelées. L'État doit trouver une solution à cela ainsi qu'à bon nombre d'obligations dont le retard affecte gravement le marché, sans raisons évidentes.

Le gouvernement doit avoir conscience de ces problèmes. En les exposant clairement à l'opinion publique, les organismes économiques rendent la solution à la fois plus imminente et plus concrète. Les commissions d'opposition qui n'ont pas encore été nommées vont l'être incessamment. Un comité a également été choisi parmi les représentants du secteur privé pour maintenir le dialogue avec le ministère des Finances et faciliter la vie au contribuable.

Comme tout le monde, nous avons constaté le «lourd silence» des politiques dans cette conjoncture déroutante. Les organismes économiques ne peuvent se payer ce luxe. ils doivent réagir, il en va du pain quotidien des travailleurs. Si les médias sont las de leurs déclarations, je dirais plutôt de leurs cris, cela est légitime. De cette réflexion se dégage le souhait de voir une force ministérielle prendre en main la chose économique, le gouvernement voter le Budget - sans anticiper les vœux de l'Assemblée nationale -, les organismes économiques amplifier leur mission de veille sur l'économie du pays, le ministère des Finances s'acquitter en priorité des arriérés de TVA - et autres obligations au secteur privé - et que ces actions s'étendent à toutes les administrations qui peuvent sauvegarder et faciliter l'activité économique du pays.

INDEX

Le ministre libanais des Finances invité d'honneur de Mohamed Choucair

Chute de l'euro: quel impact sur le Liban?

Jobs and Gender Equality: Lebanon…on the right path!

Lebanon present at the 20th edition of GULFOOD, the world's largest food & hospitality trade platform

CCIA-BML

P02. ACTU DU MOIS

P03. Le ministre libanais des Finances invité d'honneur de Mohamed Choucair

P04. Le forum franco-arabe pose les jalons d'un partenariat stratégique

P05. Chute de l'euro: quel impact sur le Liban?

P06. Renforcer les investissements entre l'Égypte et le Liban

P07. Le Liban agricole présent en force à Berlin pour Fruit Logistica

FCCIAL

P08. Légère amélioration des ventes immobilières en 2014

P09. Mohamed Choucair décoré par l'Italie

P10. Qui sont les lauréats du concours régional Lactimed?

P11. Businessmen Association of Tripoli and the North

P12. Jobs and Gender Equality: Lebanon...on the right path!

P13. Tourism: minor improvement in 2014

P13. A Green Boost for Eco-friendly enterprises

P14. The Chamber of Beirut to focus on the opportunities of the Oil & Gas sector in Lebanon

P15. In Focus: "The Food Heritage Foundation"

P16. Beirut-Riyadh: Economic ties still strong despite the difficult context

CCIA-BML

P17. The "Grexit" postponed to a later stage?

P18. Lebanon present at the 20th edition of GULFOOD, the world's largest food & hospitality trade platform

P19. Explanation on Kaldor's Magic Square

P19. Lebanon in figures

P20. Conferences, Exhibitions & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTU DU MOIS

La dette publique en hausse de 5% fin 2014

La dette publique du Liban s'est élevée à 66,6 milliards de dollars fin 2014, en hausse de 4,9% sur un an. Elle représente 140% du PIB. La dette en livre a augmenté de 9,7% en rythme annuel à 41 milliards de dollars, tandis que la dette en devises a baissé de 2% à 25,6 milliards de dollars. La dette en livre représente 61,5% du total contre 59% un an plus tôt, tandis que la dette en devises constitue 38,5% du total.

Source: *Le Commerce du Levant*

Ventes de voitures neuves: +3% en janvier

Quelque 2 436 voitures neuves ont été vendues en janvier 2015, soit une hausse de 2,7% par rapport au même mois de l'année 2014, lorsque 2 372 voitures avaient été vendues sur le marché. Cumulé, le nombre de voitures neuves et d'occasions vendues en janvier 2015 a cependant baissé de 19% (par rapport à décembre 2014), de 6% en rythme annuel, et de 8% par rapport à janvier 2013. Notons cependant que plus de 90% des voitures vendues sont des petites cylindrées de moins de 15 000 dollars. Les voitures de luxe (plus de 100 000 dollars) ont représenté 3,5% du total des ventes.

Source: *Le Commerce du Levant*

Retraite: le Liban a la pire qualité de vie de la région

L'indice mondial des retraites 2015, publié par le cabinet de gestion Natixis, classe le Liban à la 94e position parmi 150 économies dans le monde et 10e parmi les pays de la région. Un score en recul de 22 places par rapport au classement du Liban en 2014. Il est notamment plombé par la sous-catégorie «qualité de vie», l'une des quatre composantes de cet indice mondial destiné à comparer les réponses apportées par chaque pays aux besoins de ses retraités. Avec un score de 50%, le Liban devance l'Égypte (49%), l'Irak (46%), la Syrie (45%) et le Yémen (36%), mais est dépassé par le Qatar (70%), les Émirats arabes unis (69%) et le Koweït (69%) dans le top 3 des pays arabes. Au niveau mondial, c'est la Suisse qui domine le classement, avec un score de 82%, suivie de la Norvège, de l'Australie et de l'Islande.

Source: *Le Commerce du Levant*

La MEA annonce une baisse des prix des billets d'avion

La baisse des cours mondiaux du brut entraîne une baisse des coûts pour les compagnies aériennes. Pour tenir compte de la baisse des cours du pétrole, la MEA réduit de 50% la surcharge carburant, ce qui provoque une baisse des tarifs des billets d'avion. L'économie sur une destination comme Paris ou Londres est de 85 dollars. La MEA a décidé de réduire cette surcharge de moitié, n'appliquant plus qu'une surcharge de 7,5% sur le tarif du billet d'avion.

Source: *L'Orient-Le-Jour*

Saad Hariri au Liban pour la 10e commémoration de l'assassinat de son père Rafic Hariri

Le Courant du Futur a célébré, le 14 février dernier, la dixième commémoration de l'assassinat de l'ancien Premier ministre, Rafic Hariri, au Biel. Plusieurs responsables de haut niveau étaient présents à l'évènement dont l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, qui est rentré au Liban exceptionnellement pour participer à la commémoration, l'ancien Président, Michel Sleiman, le Premier ministre Tammam Salam et un parterre de politiciens de tous bords.

Source: *L'Orient-Le-Jour*

Alain Goanvec à la tête de Khoury Home

Depuis la mi-janvier, le français Alain Goanvec est le nouveau PDG du groupe Khoury Home. Il remplace Romen Mathieu, cofondateur et directeur d'EuroMena II, un fonds entré au capital du groupe de distribution en 2011 avec 16% des parts. Avant cette nomination, Romen Mathieu assurait la présidence par intérim du groupe.

Auparavant, Alain Goanvec occupait le poste de directeur régional exécutif de Carrefour pour la région du Levant au sein du groupe émirati Majid al-Futtaim.

Khoury Home, qui compte un réseau de 11 points de vente, a racheté son concurrent Hokayem Brothers en 2011. Il compte aujourd'hui 550 salariés. Le groupe, qui enregistre des pertes, prévoit d'être bénéficiaire en 2015 et d'entrer en Bourse à court terme.

Source: *Le Commerce du Levant*

Au Liban, les artistes ont désormais leur caisse mutuelle

Huit syndicats d'artistes ont lancé le 28 janvier dernier en présence du ministre de la Culture, Raymond Araiji, une caisse mutuelle pour couvrir dans un premier temps les soins médicaux de leurs membres. Le niveau des remboursements n'est pas encore déterminé car il dépendra des fonds alloués à la caisse. Le principe d'une caisse pour les artistes a été instauré par une loi votée en 2008, mais les décrets d'application n'ont été publiés qu'en 2012. Le texte prévoit que la caisse soit alimentée par une taxe de 10% sur les performances des artistes étrangers, et une taxe de 2% sur tous les billets de spectacle au Liban (cinéma, théâtre, concerts, etc.).

Source: *Le Commerce du Levant*

À L'INTERNATIONAL

Bernard Mourad va prendre la direction du nouveau groupe de médias créé par Patrick Drahi

Le banquier franco-libanais Bernard Mourad vient d'être nommé président de Mag&Newsco, un groupe de média français qui regroupe notamment les titres *Libération* et *L'Express*. Après 15 ans chez Morgan Stanley, Bernard Mourad, dont la nomination a été annoncée par le quotidien français *Les Échos*, passe à la tête du groupe fondé récemment par Patrick Drahi, un homme d'affaires franco-israélien, président et fondateur d'Altice (multinationale spécialisée dans les télécommunications). Bernard Mourad était expert du secteur des médias dans la banque d'affaires américaine. Il a publié deux romans et a lancé en décembre 2013 en France une application baptisée MySOS, un réseau social qui met en relation des victimes avec des secouristes.

Source: *Libération*

Loi Macron: Manuel Valls utilise le 49-3 pour passer en force

Le Premier ministre français a annoncé qu'à cause d'une majorité «incertaine», il préfère avoir recours à l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter la loi Macron. Quelques jours plus tard, l'Assemblée a rejeté sans surprise la motion de censure contre le gouvernement, démontrant ainsi l'absence de «majorité alternative» selon Manuel Valls, qui a promis de «continuer sans relâche à réformer», en dépit des fractures à gauche.

Source: *L'Express*

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le ministre libanais des Finances invité d'honneur de Mohamed Choucair

Marilyne Jallad

Ali Hassan Khalil a évoqué le contexte financier et économique du Liban au vu du climat politique ambiant. Devant le secteur privé, il a aussi énuméré les efforts de son ministère en faveur de l'essor de l'économie libanaise.

La Chambre de commerce de Beyrouth a accueilli, le 18 février dernier, le ministre des Finances Ali Hassan Khalil lors d'une conférence de presse à laquelle étaient notamment conviés le président des organismes économiques, Adnane Kassar, les vice-présidents de la Chambre de Beyrouth, Gaby Tamer, Nabil Fahed et Mohammad Lamaa ainsi que des hommes d'affaires et des médias venus en grand nombre.

MOHAMED CHOUCAIR SOUHAITE QUE LE SECTEUR PRIVÉ NE SOIT PAS CRÉDITÉ DE NOUVELLES TAXES

«En ces temps où le climat du pays est au dialogue, un dialogue est nécessaire pour la stabilité du Liban», a déclaré dans son mot de bienvenue le président de la Chambre de Beyrouth devant son hôte. «En tant que secteur privé, nous avons appelé à ce que les forces en présence se réunissent autour d'intérêts communs, et c'est dans ce cadre que nous rencontrons aujourd'hui le ministre des Finances, pour trouver ensemble les moyens de surmonter les obstacles et proposer des solutions», a ajouté Mohamed Choucair. Il a notamment prévenu que «le secteur privé ne doit pas s'affaiblir car cela aurait des répercussions sur le secteur public». Il a précisé que les chiffres du ministère des Finances démontrent «à quel point le secteur privé est souffrant avec les pertes qu'il a subies.» Mohamed Choucair a par ailleurs salué le travail d'Ali Hassan Khalil depuis qu'il est à la tête des Finances, faisant référence notamment à son travail «contre la corruption des administrations». Il a aussi souhaité que le secteur privé ne soit pas contraint à de nouvelles taxes et à une augmentation de la TVA dans ce contexte économique délicat. Il a enfin espéré que la collaboration avec le ministère s'intensifie à l'avenir.

ALI HASSAN KHALIL: UN MINIMUM D'ENTENTE ENTRE LES PARTIES EST PARVENU À NOUS ÉVITER BEAUCOUP DE PROBLÈMES

À son tour, le ministre des Finances a appelé à un «partenariat public-privé», comme une nécessité impérative dans les moments difficiles que traverse le pays. «L'État réclame ce partenariat, afin de restaurer la vie politique sur des bases saines», a-t-il déclaré. «Un minimum d'entente entre les partis est parvenu à nous éviter beaucoup de problèmes. Mais il faut être conscient qu'une véritable action politique est impossible en l'absence d'un chef d'État», a-t-il ajouté. Réaliste, Ali Hassan Khalil a affirmé aussi qu'«on ne peut empêcher chaque ministre, dans la forme de gouvernement récurrente où toute décision nécessite un consensus, de se sentir «prince» dans les dossiers qu'il gère».

Dans la conjoncture présente, il a néanmoins tenu à retenir beaucoup d'indicateurs positifs: «La sauvegarde de la nation n'est pas chose aisée avec le bouleversement de la région qui a même affecté sa géographie, où l'on constate une invasion des frontières, et une sécurité toute relative dans les régions frontalières». Il a appelé à son tour à un dialogue national qui est plus que jamais nécessaire, afin de réduire la surface du conflit et d'élargir celle de l'entente. «Il faut reconnaître que nous avons réalisé beaucoup d'acquis dans cette voie, bien sûr insuffisants pour assurer des élections présidentielles, mais qui labourent le terrain pour une éventuelle élection, et qui, de toute façon, développent un terrain d'entente de nature à prévenir toute confrontation».

> EN 2014, LE BUDGET A ACCUSÉ UN SURPLUS PRIMAIRE DE 1 600 MILLIARDS DE LIVRES. CELA PROVIENT SURTOUT D'UNE RÉDUCTION DES DÉPENSES ET D'UNE CERTAINE AMÉLIORATION DES RECETTES. EN 2015, NOUS ESPÉRONS RELEVER CE SURPLUS AU NIVEAU DE 5 000 MILLIARDS DE LIVRES

D'un autre côté, il a souligné qu'«il faut reconnaître que l'État assure ses obligations financières. Une croissance de 2% n'est certes pas une panacée pour un pays qui réalisait une moyenne de 8%, mais c'est toujours un taux positif qui témoigne d'une grande résilience à la situation. L'inflation n'a pas dépassé la moyenne de 1,9%». Il a tenu à saluer la baisse du prix du pétrole, qui est un élément positif qui va limiter le déficit de l'EDL. «L'année dernière

Le ministre des Finances Ali Hassan Khalil

nous avons enduré un déficit de deux milliards cent millions de dollars. Si le prix du baril se maintient aux alentours de 60 dollars, nous ferons une économie de mille milliards de livres», a-t-il dit. Au niveau prévisions, il dit: «Les transferts des pays pétroliers ne seront pas affectés en 2015; aucun des pays du Golfe n'a réduit son budget, les réserves leur ont permis de maintenir le même train de dépenses publiques. Évidemment, à plus long terme, les choses peuvent changer».

Au niveau budgétaire: «En 2014, le budget a accusé un surplus primaire de 1 600 milliards de livres. Cela provient surtout d'une réduction des dépenses et d'une certaine amélioration des recettes. En 2015, nous espérons relever ce surplus au niveau de 5 000 milliards de livres.»

Le gouvernement s'atèle aux grands dossiers. «La prospection pétrolière en souffrance va être incessamment relancée. Le retour des compagnies pétrolières et le lancement du premier puits vont largement modifier la notation financière du Liban. N'empêche qu'elle demeure la meilleure de la région», a-t-il poursuivi.

Le talon d'Achille demeure le vote du budget. «Le 28 août 2014, j'ai transmis le budget au Conseil des ministres, conformément à la loi qui prévoit que le budget doit être soumis au gouvernement avant fin août, et j'ai insisté pour qu'il soit voté et transmis au Parlement. J'ai même annoncé qu'ainsi, si le Parlement ne le votait pas, le gouvernement aurait la latitude de le promulguer par décret. Mon intention était de «forcer» le Parlement à voter le budget. Évidemment, en cas de non vote probable, ce budget aurait été promulgué par le gouvernement, mais nous serions dans une situation constitutionnelle correcte. Je ne suis pas du tout favorable aux stratagèmes juridiques appliqués pour assurer les dépenses de l'État, même pas au douzième provisoire. En ce moment, je fais pression pour que le gouvernement vote le budget 2015 avant fin février», a-t-il expliqué.

Il a aussi rappelé que, depuis qu'il est en charge du ministère, «je n'ai accepté de signer aucune avance en faveur d'une administration publique. Une administration doit bénéficier d'un budget et non d'une avance», a-t-il lancé. «Nous lançons dans les prochains jours une nouvelle émission en devises. Les premières investigations nous ont donné un résultat très favorable, cette émission serait largement couverte à des taux d'intérêt raisonnables. Déjà une émission faite de 1,6 milliards de dollars en 2014, pour 6 et 12 ans, a recueilli une demande supérieure de 35% au montant émis», a-t-il dit. Quant à la dette publique, il a estimé qu'elle atteindrait en ce moment 133% du PIB, «ce qui est le signe d'une stabilité et même d'une amélioration par rapport à certaines périodes passées».

Quant à la lutte contre la corruption, c'est une action permanente de son ministère qu'il compte poursuivre jusqu'à son terme. «Les tribunaux nous soutiennent pleinement et des mesures sont prises tous les jours. Le résultat serait une nette amélioration du service du citoyen et du revenu de l'État. Cette action va s'étendre sur le service des douanes les prochains jours. Nous n'allons plus accepter que transitent dans leurs services des produits périmés, nocifs ou radioactifs. Nos fonctionnaires doivent assurer le service public dans un esprit de grande responsabilité», a assuré le ministre des Finances.

«Je suis conscient des plaintes du secteur privé quant au recouvrement de la TVA lors de l'exportation, ainsi que d'autres problèmes administratifs. Je voudrais restaurer la commission paritaire qui présentait aux Finances les problèmes du secteur privé et contribuait à leur solution», a assuré Ali Hassan Khalil en clôture de son discours.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le forum franco-arabe pose les jalons d'un partenariat stratégique

Les relations entre la France et les pays arabes sont ancrées loin dans l'histoire. Dans la perspective de rapprocher l'offre française et la demande arabe, la Chambre de Commerce Franco-Arabe et la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France ont organisé un forum conjoint.

À l'initiative de la Chambre de Commerce Franco-arabe, le Forum «France-Pays Arabes: Des partenariats stratégiques» organisé en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile de France (CCI), s'est tenu le 10 février dernier à Paris dans les locaux de la CCI de Paris.

Ce rendez-vous économique a posé les jalons d'une coopération appelée à augmenter entre la France et les pays arabes. Près de 400 représentants et acteurs des économies française et arabe se sont ainsi retrouvés pour une journée de travail et d'échanges fructueux. La rencontre était notamment destinée à trouver des outils pour faire face à la concurrence et à la montée en puissance des pays émergents, ainsi qu'aux changements et bouleversements qui secouent certains pays de cette région. Les travaux ont associé des experts français et arabes de haut niveau et des délégations venues d'Égypte, de Tunisie, de Bahreïn, d'Irak, du Liban et d'autres pays arabes. L'ancien ministre et président libanais des organismes économiques, Adnane Kassar, accompagné notamment de Gaby Tamer, le président de la Chambre de commerce franco-libanaise, était aussi au rendez-vous.

DES RELATIONS PRIVILÉGIÉES ET HISTORIQUES

Les relations entre les pays arabes et la France remonteraient à plus de treize siècles et ont mené à une solide relation d'amitié et de coopération basée sur un respect mutuel et des intérêts réciproques.

Avec une croissance moyenne estimée à 3,7% en 2014, les pays arabes, qui représentent une vingtaine d'États, sont des acteurs économiques majeurs pour la France. Malgré les tensions politiques et sécuritaires que traversent ces pays actuellement, ce forum est une réponse d'essor économique et de projets communs pour l'avenir proche et lointain.

Sur le plan commercial, en 2013, «la France a réalisé 55 milliards d'euros d'échanges avec les 22 pays de la Ligue des États arabes alors que le potentiel pourrait être bien supérieur», souligne le communiqué de la Chambre de commerce de Paris Ile-de-France. «Depuis dix ans, le montant des échanges entre la France et les pays arabes a ainsi progressé de 51%, en particulier dans les pays du Golfe et au Maghreb où la France demeure parmi les premiers partenaires commerciaux. En outre, sur les dix premiers excédents de la France à l'étranger, figurent trois pays de la région (Émirats arabes unis, Algérie et Liban)», poursuit le communiqué.

Ce forum a voulu souligner les opportunités d'affaires qui devraient permettre aux entreprises françaises de prendre la mesure des enjeux et de s'investir durablement dans le monde arabe, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, de l'économie numérique et de la santé.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

C'est en présence de nombreux décideurs économiques et politiques que s'est tenu cet événement. Se sont notamment succédés à la tribune, lors de la cérémonie d'ouverture, Pierre-Antoine Gailly, le président de la CCI Paris Ile-de-France et Hervé de Charrette, ancien ministre et président de la Chambre de commerce Franco-Arabe. Du côté des dirigeants arabes, Saleh Al Tayar, secrétaire général de la Chambre de commerce Franco-Arabe, Mohamedou Ould Mohamed Mahmoud, président de l'Union générale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes et Adnane Kassar, ancien président de la CCI Internationale se sont également exprimés.

À l'ordre de cette journée, plusieurs séances plénières se sont tenues. Les opportunités dans les secteurs de l'eau et de l'énergie et dans les secteurs de l'économie numérique ont notamment été abordées avec la participation d'experts français et arabes.

Vue sur l'assemblée

Gaby Tamer salue un forum très prometteur

Est-ce le premier forum du genre et qui a-t-il rassemblé?

C'est le premier forum organisé par la Chambre de commerce de Paris Ile-de-France en partenariat avec la Chambre de commerce franco-arabe. On pouvait noter la présence de nombreuses délégations arabes et de sociétés françaises très importantes dans plusieurs domaines: bâtiment, eau, électricité, environnement. De plus, des personnalités arabes de haut niveau sont venues du Liban, du Maroc, de Tunisie, de Syrie, d'Égypte, de Jordanie, d'Irak, du Bahreïn, du Qatar, etc. Le président de la CCI Paris, Pierre-Antoine Gailly, a notamment souligné dans son discours d'ouverture les relations fortes et historiques entre la France et les pays arabes.

Quel a été l'objectif principal de ce rendez-vous économique?

L'objectif était surtout d'encourager le rapprochement économique franco-arabe et de promouvoir les échanges commerciaux. Il était important de rappeler que malgré toutes les tensions politiques et sécuritaires existantes dans la région, la France reste un partenaire privilégié de ces pays.

Qu'a pu apporter ce forum à la Chambre franco-libanaise?

Cet événement nous a permis de développer nos contacts et de promouvoir les échanges économiques entre la France et le Liban. Ce qui est très important pour la Chambre franco-libanaise, comme je l'ai réitéré auprès de l'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli, est notre rapprochement nécessaire avec les PME françaises car les échanges avec les grandes sociétés françaises sont gérés par des contacts bilatéraux respectifs entre les gouvernements des deux pays. Nous avons besoin d'augmenter les investissements entre PME françaises et libanaises car le «know how» des sociétés libanaises dans l'export peut devenir une plateforme pour ces sociétés comme porte d'ouverture vers les pays arabes. En effet, les sociétés libanaises peuvent développer des joint-ventures avec ces PME et les aider à investir dans les pays arabes car nous entrons dans ces territoires sans frais de douane.

En quoi cette rencontre a-t-elle été bénéfique pour les délégations arabes participantes?

Cela leur a permis d'échanger avec les ambassadeurs des autres pays et de poser des jalons importants dans le commerce franco-arabe. On pouvait aussi noter la présence de l'ancien ambassadeur du Liban en France, Boutros Assaker, et des représentants de la Ligue arabe. Et je tiens à souligner que les discours, notamment d'Adnane Kassar, de Pierre-Antoine Gailly et de Hervé de Charette étaient très intéressants et ont appuyé le fait que ce forum pose les jalons d'une coopération économique plus forte encore entre la France et les pays arabes, surtout au vu des circonstances difficiles que traverse le monde arabe actuellement.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Chute de l'euro: quel impact sur le Liban?

Bachir El Khoury

Le fort repli de la monnaie unique face au billet vert devrait contribuer à réduire la facture globale du Liban en 2015. Mais il n'a pas que des avantages. Explications.

La récente dégringolade de l'euro, qui a récemment atteint un plus bas face au dollar depuis septembre 2003 - enfonçant le seuil de 1,13 avant de se ressaisir quelque peu - devrait sans doute avoir un impact positif sur l'économie locale, notamment sur la balance commerciale ainsi qu'au niveau du pouvoir d'achat des consommateurs.

Cette chute, la plus forte depuis le pic atteint fin avril 2011, à plus de 1,48 face au billet vert, a été catalysée par deux facteurs majeurs: l'annonce par la Banque centrale européenne (BCE) d'un programme massif de rachats d'actifs pour stimuler la reprise économique en zone euro ainsi que la résurgence des craintes concernant la Grèce depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche ultra-radicale.

IMPACT SUR LE DÉSÉQUILIBRE COMMERCIAL

Pour le pays du Cèdre, dont la monnaie est indexée au dollar, cette chute historique, qui emboite le pas à la dégringolade des cours mondiaux de pétrole, constitue en tous cas une nouvelle aubaine, dans le contexte actuel de morosité économique. Elle permettra en premier lieu de réduire le déficit commercial ou du moins de limiter sa croissance. Celui-ci n'a cessé de croître au cours des dernières années, passant de 13,7 à 17,3 milliards de dollars entre 2010 et 2013 (+26%), à l'heure où les transferts de capitaux – qui palliaient les déséquilibres courants – commençaient à s'amenuiser, en raison du conflit voisin.

La baisse de l'euro serait donc sans doute bénéfique, d'autant que l'Union européenne (UE), avec laquelle un accord d'association a été signé en 2002 (entré en vigueur en 2006), continue d'être le premier partenaire du pays, avec des échanges de plus de 7 milliards de dollars en 2014, soit près de 30% des échanges commerciaux totaux (contre 40% en 2005).

À eux seuls, l'Italie, la France et l'Allemagne, respectivement 2e, 3e et 4e dans le classement des principaux fournisseurs du pays, pesaient à hauteur de 4,2 milliards de dollars l'an dernier, soit 20% des importations. En y ajoutant la Belgique et la Grèce, la part des quatre pays (sur les 19 membres de la zone euro) grimpe à 5,6 milliards ou 27% du total.

> « L'UE CONTINUE D'ÊTRE LE PREMIER PARTENAIRE DU PAYS, AVEC DES ÉCHANGES DE PLUS DE 7 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2014, SOIT PRÈS DE 30% DES ÉCHANGES COMMERCIAUX TOTAUX »

D'autres pays européens comme le Royaume-Uni ou la Suisse figurent en outre au top 10 des fournisseurs mais ne font pas partie de la zone euro. Ils sont toutefois concernés ; si le franc suisse se maintient, la lire britannique a elle vacillé, enfonçant le seuil de 1,5 en janvier, contre plus de 1,7 en juillet dernier, face au billet vert. Les importations en provenance de ces deux pays s'élevaient à 1,1 milliards de dollars en 2014, dont un demi-milliard du seul Royaume-Uni.

À ces pays s'ajoutent, en parallèle, la Chine et les États-Unis, respectivement 1er et 5e au classement des fournisseurs. En quelques années, la Chine s'est en effet imposée au premier rang, profitant de la cherté de l'euro et de la réorientation des politiques d'importations de nombreux commerçants locaux. La récente dépréciation du yuan face au dollar a confirmé cette tendance.

Celle-ci devrait d'ailleurs, au côté de la chute de l'euro et du sterling, avoir des répercussions positives sur la balance commerciale.

L'IMPACT SE FAIT D'AILLEURS DÉJÀ SENTIR.

Le déficit commercial s'élevait à 17,2 milliards de dollars fin 2014, en baisse de 0,6% sur un an, selon les chiffres officiels. Il s'agissait de la première contraction, en rythme annuel, depuis 2007.

Pour les experts, cette contraction devrait se poursuivre en 2015, soutenue, par ailleurs, par la chute du prix du brut.

COMPÉTITIVITÉ, INFLATION ET POUVOIR D'ACHAT

La baisse de le la monnaie unique devrait, en parallèle, épauler de manière indirecte les industriels locaux, en contribuant à la réduction des coûts de production, notamment pour ceux qui importent d'Europe leur matières premières ou produits semi-finis.

L'industrie libanaise souffre depuis longtemps d'un problème chronique de compétitivité lié, entre autres, à une facture énergétique élevée, à laquelle s'était ajoutée l'appréciation de l'euro.

L'inversion du cours devrait ainsi réduire les prix à l'export, mais aussi sur le marché local, et contribuer par la même occasion au tassement de l'inflation (lire « Inflation XXX, par ailleurs).

En parallèle, cela devrait contribuer à améliorer le pouvoir d'achat des Libanais, notamment celui des hommes d'affaires, des étudiants et des touristes qui voyagent assez régulièrement en Europe, mais aussi celui des consommateurs locaux qui dépenseront moins pour les mêmes quantités achetées.

UNE MAUVAISE NOUVELLE POUR LES EXPORTATIONS ET LE TOURISME?

De son côté, le pouvoir d'achat des Européens devrait en revanche s'amoindrir, ce qui risque d'avoir un impact sur le nombre de visiteurs en provenance de l'UE et/ou sur leurs dépenses touristiques au Liban. Les touristes européens représentent le deuxième plus grand groupe, après les Arabes. En 2014, ils étaient près de 450 000 à fouler le sol libanais, soit 33% du nombre total de touristes.

En parallèle, les exportations pourraient également pâtir de la baisse actuelle, les produits libanais étant devenus plus chers sur le marché européen.

Les exportations avaient déjà reculé de 16,2% en 2014, à 3,3 milliards de dollars, après avoir accusé une baisse de 12,2% en 2013, sous l'effet des crises régionales, en particulier de la guerre voisine.

La Syrie, qui était le principal client du Liban en 2013, s'est retrouvée en 2014 à la 5e position. La crise a en outre obligé les exportateurs locaux à renoncer au transport terrestre via la Syrie, entraînant une hausse des coûts et une baisse conséquente de la compétitivité sur les marchés arabes. La baisse de l'euro risque quant à elle d'affecter en parallèle la compétitivité sur les marchés européens, et de consacrer ainsi le repli des exportations durant l'année en cours.

INDEXATION À UN PANIER DE MONNAIES

Pour ces raisons, la baisse de la monnaie européenne, quoique positive dans l'ensemble, remet sur le tapis la question du régime monétaire adopté par Beyrouth. Indexée au billet vert depuis 1999, la livre évolue en effet depuis seize ans au gré de la fluctuation du dollar par rapport à d'autres monnaies étrangères.

Avec l'importante hausse de l'euro au cours de la dernière décennie, le système d'ancrage au billet vert s'est avéré assez coûteux, malgré la stabilité conférée au système financier. Plusieurs voix s'étaient d'ailleurs élevées par le passé pour réclamer une indexation de la livre à un panier de monnaies étrangères, qui inclurait l'euro, et prémunirait ainsi le pays contre les fluctuations du marché et les guerres monétaires. Aujourd'hui moins utile au vu de la tendance baissière, les autorités ont intérêt à réfléchir à un ajustement du régime avant une prochaine inversion de la configuration.

Évolution du taux de change Euro/Dollars au cours des cinq dernières années

Source: Boursorama

L'inflation rebrousse-t-elle déjà chemin?

Après avoir longtemps progressé, les prix ont commencé à fléchir durant la deuxième moitié de 2014, dans la foulée de la chute des cours mondiaux de pétrole et du fort repli de l'euro. Selon l'indice du Consultation & Research Institute (CRI), les prix ont baissé de 3,1% en décembre dernier par rapport au mois précédent et de 1,7% sur l'ensemble de 2014. En janvier, les prix ont toutefois augmenté de 2,2%, sur un mois, et de 0,5% sur un an. Selon certains, cette évolution des prix n'est pas à la hauteur du phénomène désinflationniste mondial, voire des craintes de déflation dans certaines régions du monde, notamment au sein de la zone euro.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Renforcer les investissements entre l'Égypte et le Liban

L'Égypte et le Liban envoient un message fort d'union et de développement des investissements entre le Caire et Beyrouth. Retour sur le Forum d'affaires égypto-libanais, dans la capitale libanaise le mois dernier.

Plus de 250 hommes d'affaires égyptiens et libanais ont participé au Forum d'affaires libano-égyptien qui s'est tenu le 13 février dernier à l'hôtel Phoenicia à Beyrouth. Plusieurs ministres des deux pays, dont les ministres libanais de l'Industrie, Hussein Hajj Hassan, du Tourisme, Michel Pharaon, et de l'Économie et du Commerce, Alain Hakim, étaient présents. Étaient aussi au rendez-vous le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, ainsi qu'un parterre de personnalités.

C'est à l'initiative du groupe al-Iktissad wal aamal, et grâce à la coopération avec l'Association d'amitié libano-égyptienne, l'Autorité de développement des investissements au Liban (IDAL), l'Université arabe de Beyrouth et la Chambre de commerce libano-égyptienne que ce Forum a pu voir le jour. Il avait pour objectif de développer les partenariats entre les hommes d'affaires libanais et égyptiens.

Après les printemps arabes et les revers hivernaux dans certains pays, l'Égypte, qui a aussi fait sa révolution en 2011, renoue avec une croissance économique qui avoisinerait les 4% en 2014-2015. Voilà l'un des messages clés de ce Forum qui fut relayé tour à tour dans leurs allocutions par les ministres égyptiens de l'Industrie, du Commerce, des PME et des investissements. Mais l'Égypte voit déjà plus loin et les responsables ont fait part de leur détermination à augmenter la croissance et le développement économique et commercial du pays. Pour y parvenir, le gouvernement égyptien mise sur de plus grands investissements étrangers, d'où la nécessité d'attirer les investisseurs libanais au Caire.

Ce forum a donc notamment consisté en cinq ateliers qui ont porté sur les relations bilatérales - commerciales, industrielles, touristiques, bancaires et relatives aux investissements -, dans une tentative de consolider les relations entre les deux pays et de multiplier les échanges.

POUR L'ÉGYPTE, LE LIBAN EST UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE

«L'Égypte considère le Liban comme un partenaire stratégique sur les plans politique, sécuritaire et économique», a déclaré Mounir Fakhri Abdel Nour, le ministre égyptien du Commerce, de l'Industrie et des PME dans son discours d'ouverture. Ce dernier a par ailleurs appelé à augmenter l'investissement pour faire face à la pauvreté et à l'analphabétisme qui sont une des causes premières du terrorisme.

Pour sa part, le ministre égyptien de l'Investissement, Achraf Salman, a assuré que «des impôts de 10% seraient perçus des projets dans les zones industrielles, logistiques et touristiques situées dans la région du canal de Suez».

Il a expliqué que «la politique fiscale adoptée par le conseil des ministres pour dix ans prévoit que des impôts de 30% soient perçus pendant les trois premières années», précisant que «ces impôts diminueraient à partir de la quatrième année pour atteindre 25% au cours de la dixième année».

«Il ne fait aucun doute que ce forum est arrivé au moment opportun, au moment où l'Égypte commence à retrouver sa stabilité», a affirmé à son tour le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair. Il a alors poursuivi son allocution en saluant «l'État et les institutions égyptiennes qui ont permis le lancement de grands projets économiques» à la veille du Sommet économique qui se tiendra à Charm el-Cheikh très prochainement. Il a certifié que le gouvernement libanais et son peuple se réjouissent de tisser des liens encore plus forts avec l'Égypte, et ce à tous les niveaux, politiques, économiques et commerciaux. Il a aussi souligné que «le secteur privé libanais est prêt à faire plus d'efforts encore pour le développement des relations économiques bilatérales afin d'être à la hauteur des liens politiques et historiques existant entre les deux pays».

Même son de cloche du ministre libanais de l'Économie et du Commerce. Alain Hakim, a déclaré que «ce forum reflète le désir des deux parties de trouver de nouvelles opportunités pour consolider leurs relations en tirant parti de l'énorme potentiel des échanges commerciaux disponibles». «Ceux-ci, a-t-il rappelé, ont connu une baisse de 14% entre 2013 et 2014». «J'insiste, en particulier dans cette période difficile, sur la nécessité d'activer l'action conjointe et la tenue de réunions bilatérales entre hommes d'affaires afin d'identifier les difficultés dans tous les domaines et de travailler pour les surmonter», a poursuivi Alain Hakim. «Je tiens à souligner l'importance du plan élaboré par le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, qui vise à renforcer la confiance dans la performance économique égyptienne et son engagement à mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à réaliser un développement global et durable», a conclu le ministre libanais.

Le ministre Alain Hakim entouré d'officiels egyptiens et libanais

QUELQUES CONLUSIONS DE LA DÉCLARATION FINALE DE L'ASSOCIATION D'AMITIÉ ÉGYPTO-LIBANAISE:

«Les participants ont convenu à l'unanimité à l'issue du forum des points suivants:

- La volonté commune d'accroître les échanges commerciaux bilatéraux entre l'Égypte et le Liban, qui ne dépassent pas actuellement les 700 millions de dollars, dont 90% d'importations libanaises de l'Égypte et 10% d'exportations libanaises vers l'Égypte.
- Les fonctionnaires des deux pays ont exprimé leur volonté de donner la priorité aux marchandises commerciales d'autres pays dans le cadre des accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux conclus entre les parties.
- Augmenter l'investissement libanais en Égypte, car, pour l'instant, le Liban est classé à la 15e place parmi 150 pays investisseurs, et discuter davantage de la question de l'absence d'investissements égyptiens au Liban.
- Faciliter l'investissement en éliminant les obstacles et multiplier les rencontres entre les hommes d'affaires et les investisseurs des deux pays.
- Appeler à une plus grande coopération des entreprises des deux pays dans différents domaines, afin de bénéficier des avantages comparatifs des deux pays. L'Égypte est utile au Liban dans les services et les qualifications techniques, les relations internationales et son emplacement bancaire, comme plaque tournante régionale pour la reconstruction de la Syrie après la guerre. Le Liban peut aussi bénéficier de l'Égypte, située comme un «hub» pour la fabrication et l'exportation vers l'Afrique et d'autres pays.
- Il n'y a pas de concurrence entre les deux pays pour attirer les investissements, mais la coopération dans ce domaine doit être au service des intérêts à la fois communs et particuliers.
- Travailler ensemble avec les autorités compétentes des deux pays pour résoudre les problèmes que peuvent rencontrer les hommes d'affaires, y compris les visas et les convertisseurs de devises et d'argent.
- Toute coopération et intégration entre les deux pays peut contribuer à l'avancement de l'objectif de l'intégration arabe.
- Il a été convenu de tenir une deuxième session du Forum d'affaires égypto- libanais au Caire avant la fin de l'année 2015.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le Liban agricole présent en force à Berlin pour Fruit Logistica

Plus de 65 000 visiteurs professionnels, venus de plus de 135 pays, et 2 785 exposants, en provenance de 83 pays, ont montré une vue d'ensemble du marché du secteur des fruits et légumes rassemblé dans la capitale allemande.

Aperçu du stand libanais

L'un des salons leader mondial du commerce des fruits et légumes, Fruit Logistica, s'est tenu cette année du 4 au 6 février dernier à Berlin. L'événement a été organisé par la société Messe Berlin GmbH en coopération avec la revue *Fruchthandel Magazin* (Düsseldorf). L'exposition a couvert plus de 90 000 mètres carrés d'espace intérieur. On a compté 2 785 entreprises exposantes issues de 83 pays et le nombre de visiteurs a avoisiné cette année les 65 000 provenant de 130 pays du monde.

Les exposants et les visiteurs professionnels du salon ont fait l'éloge des excellents contacts avec les grossistes et les détaillants, les producteurs de fruits et légumes et les professionnels de l'import-export. Les principaux objectifs des visiteurs étaient de nouer de nouveaux contacts, notamment avec les fournisseurs, de découvrir des nouveautés et d'observer le marché et la concurrence. Leurs centres d'intérêt étaient avant tout portés sur les fruits et les légumes frais, les emballages et les machines à emballer. Les représentants de l'import-export, ainsi que du commerce de gros et de détail, ont été les plus importants groupes de visiteurs professionnels.

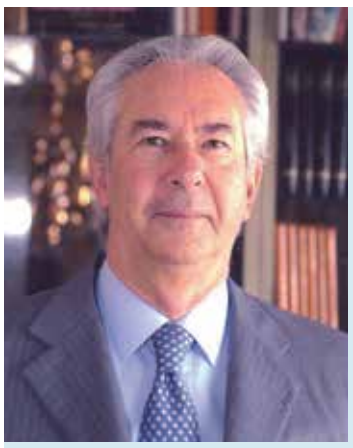
LE LIBAN PARTICIPE POUR LA CINQUIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

C'est à la tête d'une délégation de 60 personnes que Raphaël Debbané, le président du Comité agricole de la Fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture du Liban, a accompagné cette dernière en force au salon. La délégation libanaise comprenait près de 60 personnes dont des représentants de 26 coopératives agricoles et des agriculteurs ainsi que des délégués de sociétés agricoles, de transport et des représentants de l'Union des chambres de commerce libanaises.

La participation du Liban pour la cinquième année consécutive s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Comité agricole de la Fédération des chambres de commerce du Liban pour soutenir le secteur agricole en général et les producteurs et exportateurs de fruits et légumes en particulier dans leur conquête de nouveaux marchés.

Cette exposition est connue comme étant une excellente plate-forme pour les transactions commerciales entre les exportateurs et les importateurs de fruits et légumes du monde entier. Près de 80% des délégués ayant participé à l'exposition occupent des postes de gestion dans leurs entreprises, et plus de 90% d'entre eux ont le pouvoir de prendre des décisions sur les marchés. En outre, cette exposition a été l'occasion pour les participants d'obtenir un aperçu complet des dernières tendances dans le domaine des produits agricoles frais, y compris les nouvelles variétés, mais aussi concernant les nouvelles techniques d'emballage.

À noter que la prochaine édition de FRUIT LOGISTICA aura lieu du 3 au 5 février 2016.


Raphaël Debbané

Raphaël Debbané: «J'appelle les autorités libanaises à soutenir davantage le secteur agricole»

Qu'est-ce que ce forum a apporté à la délégation libanaise que vous avez présidée?

La délégation était composée d'une quarantaine d'exportateurs de fruits et légumes primeurs. Cette foire comporte tous les aspects nécessaires pour réussir à exporter avec succès, que ce soit les nouvelles semences et variétés de fruits ou les machines les plus modernes et sophistiquées permettant un meilleur emballage des produits. Sans parler de toutes les visites et rencontres que les exportateurs libanais ont pu faire auprès des exposants issus de plus de quatre-vingt-dix pays. Il y a de quoi avoir des idées, des plus simples aux plus originales, pour concevoir une présentation encore plus attrayante de la production libanaise. L'Union des chambres libanaises en général et la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban en particulier ont tenu à poursuivre leur effort de visibilité en participant pour la cinquième année consécutive à cette grande foire internationale. L'objectif était aussi de montrer que le Liban est sérieux et que ses producteurs-exportateurs sont déterminés à être présents continuellement et sont toujours prêts à servir leurs clients existants et potentiels.

Êtes-vous satisfait de cette cinquième édition?

Le stand libanais avait un emplacement très en vue. Il était aussi très réussi au niveau de son allure car les plans ont été exécutés avec beaucoup de soin et de goût par une compagnie allemande. Nous sommes satisfaits de l'enthousiasme grandissant de la part des exportateurs agricoles libanais à être présents à Fruit Logistica. Ce salon offre de quoi innover leur production et être au cœur des nouvelles tendances dans le monde aux niveaux emballage et variétés de fruits et légumes.

Avez-vous été soutenus dans cet événement par les politiques libanais?

Cette année, l'ambassadeur du Liban à Berlin n'a pas pu être des nôtres car il recevait au même moment à Munich le Premier ministre Tammam Salam, en visite en Allemagne. Mais il a été représenté par son chargé d'affaires qui nous a accompagné une grande partie de notre séjour de trois jours à la foire, et au dîner que la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a offert en l'honneur des participants au restaurant Reinhard´s at Kempinski, à l'hôtel Bristol de Berlin. Je tiens d'ailleurs à saluer les efforts constants de l'ambassade du Liban à Berlin qui nous a aidé à la réussite de la présence libanaise à Fruit Logistica. Mon souhait est que le Liban reste présent à cette grande foire et, pour le moment, nous n'avons toujours pas le soutien souhaité de la part des autorités libanaises au moment où il le faut. Je les appelle à davantage de présence, car elles sont toujours en retard sur tout.

Souhaitez-vous ajouter quelque-chose?

Je souligne le manque de transparence des exportateurs libanais qui n'ont pas partagé les contrats de vente qu'ils ont pu signer avec des importateurs étrangers suite à cette foire. Dans d'autres pays, c'est monnaie courante de partager clairement, noir sur blanc, ces éléments. Or les Libanais sont plus confidentiels sur ces questions qu'il ne le faudrait!

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Légère amélioration des ventes immobilières en 2014

Le registre foncier estime les ventes immobilières en hausse annuelle de 4,2% sur les dix premiers mois de 2014 après une chute en 2013. RAMCO, quant à lui, dresse un bilan plus mitigé. En attendant des jours meilleurs, la Banque Du Liban (BDL) poursuit son 3e plan de relance en allouant 600 millions de dollars à l'immobilier.

Les freins à la croissance économique libanaise sont nombreux: crise politique, insécurité, présence de près d'un million et demi de réfugiés syriens sur le sol libanais, conflit régional entraînant une baisse de la confiance et des investissements directs étrangers... Malgré ces éléments perturbateurs, qui touchent presque tous les secteurs productifs, le registre foncier estime que les ventes immobilières se sont légèrement améliorées sur les dix premiers mois de 2014, et ce, après une chute en 2013. Les ventes immobilières ont été estimées en hausse annuelle de 4,2% sur les dix premiers mois de 2014 avec 58 154 transactions.

Quant à la valeur des transactions au cours de la période considérée, elle a augmenté de 7,6% sur un an à 7,4 milliards de dollars. Mais cette tendance, certes positive, n'annule pas un bilan général du secteur qui reste mitigé, voire au ralenti, comparé à la période faste d'avant 2011.

RAMCO: LE BILAN EST MITIGÉ

«Le secteur immobilier à Beyrouth n'a pas réussi à se redresser au cours des douze derniers mois», souligne en effet une récente étude publiée par l'agence immobilière Ramco Real Estate Advisers.

Les différents indicateurs (valeur des transactions foncières, nombre de permis de construire et volume des livraisons de ciment) sont stables ou en légère baisse par rapport à 2013, ajoute le rapport.

La perturbation du marché de l'immobilier est imputable à plusieurs facteurs, le plus important étant la dégradation de la situation sécuritaire du pays.

UNE OFFRE QUI DÉPASSE LA DEMANDE ET DES ACHETEURS PRUDENTS

«Dans un tel contexte, les prix des appartements neufs sont mis à rude épreuve car, le plus souvent, ils sont très chers et la demande est ciblée de plus en plus vers des appartements de plus petites superficies et moins chers.

«Amorcée il y a deux ans, la baisse des prix se poursuit», indique le texte précisant que «les stratégies divergent d'un promoteur à un autre». Pour tirer leur épingle du jeu, «certains promoteurs proposent des créneaux spécifiques tels que les studios et les petits appartements dans des quartiers bourgeois ou des logements atypiques dessinés par des architectes avant-gardistes». Ceux-ci répondent ainsi à de nouvelles attentes sur le marché. «À l'opposé, les promoteurs qui ont de réelles difficultés à écouler leur stock en construction ou déjà terminé deviennent de plus en plus flexibles et prêts à accorder des rabais intéressants. La moyenne des rabais se situe entre 7 et 10%», ajoute-t-il.

Selon RAMCO, la conjoncture globale reste toutefois plus favorable à l'achat que jamais puisque l'offre est importante et en baisse régulière depuis deux ans.

Pourtant, les acheteurs sont pointés du doigt car «ils manquent et ceux qui sont sur le marché ne sont pas pressés de conclure et restent attentistes».

DES LOYERS COMMERCIAUX ET DE BUREAU EN BAISSE...

Quant aux loyers commerciaux, «à quelques exceptions près, ils sont tous à la baisse à Beyrouth» précise Sami Sfeir un promoteur immobilier. C'est l'une des conséquences d'un marché qui, comme chacun le sait, a été fortement pénalisé par la situation économique et touristique. RAMCO observe aussi que «l'offre dépasse la demande et que le nombre de boutiques à louer ne cesse d'augmenter». «Dans des cas extrêmes, certaines rues de Beyrouth ont perdu parfois 30 à 50% de leur valeur en un an», ajoute le rapport.

Les loyers des bureaux sont également à la baisse. «Afin d'attirer les quelques sociétés à la recherche de locaux, les propriétaires sont de plus en plus prêts à faire un geste», ajoute le promoteur immobilier. C'est finalement la seule solution pour conjurer les circonstances actuelles. «Par exemple, au centre-ville, les loyers ont baissé en moyenne de 10% en 2014. Les chutes atteignent 20% dans certaines rues autour du Parlement».

RAMCO clôt son étude en certifiant que «le secteur foncier reste pénalisé par le ralentissement des ventes d'appartements». «Pourtant, la demande existe, poursuit le texte. Mais les promoteurs sont de plus en plus prudents». Ainsi, les dernières transactions à Beyrouth n'ont été réalisées que sur la base d'un prix cohérent. Toutefois, les ventes restent rares puisque les prix affichés restent souvent surestimés de 10 à 20% et ne correspondent pas à la réalité du marché, stipule aussi le rapport.

Le troisième plan de relance de la BDL alloue 600 millions de dollars à l'immobilier

La Banque du Liban (BDL) détaille dans une circulaire promulguée en décembre dernier les mécanismes de son troisième plan de relance de près d'un milliard de dollars, mis en place pour 2015 et dont 60% est consacré à l'immobilier.

La circulaire 382 autorise aussi, pour la première fois, l'allocation de ces fonds subventionnés au financement du fond de roulement des entreprises. Elle précise que les montants alloués reprennent les liquidités non affectées dans le cadre des deux plans de relance précédents, qui étaient respectivement de 1,47 milliard et de 928,7 millions de dollars en 2013 et 2014, en y ajoutant une enveloppe supplémentaire de 995 millions de dollars pour 2015.

Comme pour l'ensemble des prêts, les quelques 600 millions de dollars (900 milliards de livres) consacrés à l'immobilier sont mis à la disposition des banques à un taux de 1%, à charge pour ces dernières de les prêter à un taux maximal de 6%.

Portant modification de la circulaire 23 du 7 mars 1996, la circulaire 382 restreint ces prêts subventionnés au financement de nouveaux projets ou au développement de projets déjà existants.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Mohamed Choucair décoré par l'Italie

Lors d'une cérémonie en son honneur, Mohamed Choucair a reçu des mains de l'ambassadeur d'Italie au Liban, Giuseppe Morabito, la distinction honorifique de l'Ordre National du Mérite italien au grade d'Officier.

Mohamed Choucair décoré par l'ambassadeur d'Italie

Après s'être vu discerné l'Ordre National du Mérite au grade de chevalier, Mohamed Choucair a reçu les honneurs de l'Italie pour ses actions continues en faveur de l'essor de l'économie libanaise et du rapprochement entre Rome et Beyrouth.

Lors d'une réception organisée le 18 février à sa résidence par l'ambassadeur d'Italie au Liban, Giuseppe Morabito, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Beyrouth a été décoré de l'Ordre National du Mérite italien au grade d'Officier en présence de sa famille. Étaient notamment présents, un parterre de personnalités politiques, économiques, sociales et diplomatiques.

MOHAMMED CHOUCAIR, UN VISIONNAIRE TRÈS ACTIF À L'ESPRIT INNOVATEUR

C'est un vibrant hommage que Giuseppe Morabito a rendu à Mohamed Choucair. «Je suis très heureux d'être avec vous ce soir pour remettre au président Mohamed Choucair les insignes de l'Ordre National du Mérite italien au grade d'Officier, en reconnaissance de ses actions et services rendus à la nation italienne et à son dévouement continu en faveur du renforcement des relations amicales entre l'Italie et le Liban», a déclaré l'ambassadeur en ouverture de la cérémonie.

«À travers cette médaille traditionnellement prestigieuse, le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, a voulu rendre hommage aux qualités professionnelles et humaines de Mohamed Choucair», a-t-il ajouté. Puis l'ambassadeur a dressé le portrait de Mohamed Choucair:«Vous connaissez tous la carrière et l'homme étonnant qu'est Mohamed Choucair, un homme d'affaires très actif et infatigable, à l'esprit innovateur (...) en faveur de l'économie libanaise et du renforcement de la présence des produits italiens au Liban», a-t-il poursuivi. Qualifié aussi «d'un des hommes d'affaires les plus importants qui ont contribué à renforcer l'image des produits italiens au Liban mettant en lumière leur bon goût et leur qualité» a-t-il poursuivi.

La success story de la société familiale Patchi a aussi été saluée par l'ambassadeur italien qui a poursuivi son propos en affirmant que «Mohamed Choucair, en sa qualité de président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban et président de la Fédération des chambres de commerce libanaises, a également contribué, à travers l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME) qu'il préside, à promouvoir et développer les relations économiques et commerciales entre l'Italie et le Liban».

«À l'Ascame, Mohamed Choucair a pu tisser et renforcer de nombreuses relations entre les Chambres libanaises de commerce et leurs homologues en Italie, avec la signature de plusieurs accords de protocoles commerciaux et économiques bilatéraux». Il a aussi ajouté que «Mohamed Choucair a accueilli chaleureusement et avec beaucoup d'entrain les entreprises italiennes, leur ouvrant ainsi la voie à la création d'emplois au Liban et dans le monde arabe», a-t-il dit. D'autre part, l'ambassadeur italien au Liban a salué la signature d'accord et de partenariat commercial et économique signé en 2012 entre les Chambres de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et celle de Milan en Italie qui a notamment permis «la création d'un Conseil d'affaire libano-italien. Un conseil d'affaires qui va faire de grandes choses dans un avenir prochain», a-t-il aussi souligné.

Sur un volet plus politique, Giuseppe Morabito a assuré du soutien constant de l'Italie à la stabilité du Liban, et ce non seulement grâce à sa participation dans des projets de coopération pour le développement, et sa présence au sein de la FINUL, mais aussi à travers la consolidation des relations économiques avec le Liban. Sur ce point, il a aussi certifié que «Mohamed Choucair est pleinement conscient que le développement de l'économie libanaise est dépendant aussi des conditions de paix du pays».

Enfin, l'ambassadeur a clos son allocution en saluant «Mohamed Choucair, un visionnaire qui met toute son énergie, sa détermination, son intelligence et sa sagesse en faveur du succès du secteur privé et public».

> MOHAMED CHOUCAIR:
> «L'AMITIÉ ENTRE NOS DEUX PAYS ET NOS DEUX PEUPLES EST FORTE ET SINCÈRE, ET ELLE DURERA PARCE QU'ELLE EST BASÉE SUR L'AMOUR ET LE RESPECT MUTUEL».

De gauche à droite, Giuseppe Morabito, Mohamed Choucair, Marwan Charbel, François Bassil

Après la remise de l'Insigne de l'Ordre national du Mérite italien, Mohamed Choucair, ému, s'est à son tour exprimé pour remercier l'Italie de cet honneur qu'elle lui fait. «Je tiens à remercier chaleureusement mon ami l'ambassadeur Giuseppe Morabito, ainsi que le président de la République italienne et son gouvernement, pour la distinction honorifique qu'ils m'accordent ce soir en me décernant l'Ordre National du Mérite italien au grade d'officier», a-t-il souligné. «Cette médaille, que j'ai l'honneur de porter sur ma poitrine, est en l'honneur du travail accompli par le secteur privé libanais qui a construit les meilleures relations économiques et commerciales avec le pays ami qu'est l'Italie. Il s'agit du fruit d'une longue coopération bilatérale qui a démontré, au fil des années, que l'Italie est un des partenaires commerciaux les plus importants du Liban», a-t-il ajouté.

Rendant ensuite un vibrant hommage à l'ambassadeur d'Italie, Mohamed Choucair a ajouté: «Ce n'est un secret pour personne que c'est grâce à l'efficacité et au travail acharné et bienveillant de l'ambassadeur Morabito que les relations bilatérales entre l'Italie et le Liban se sont renforcées dans divers domaines, notamment économique, pour servir les intérêts des deux pays et de leurs peuples, au niveau des secteurs privé et public».

Il a aussi souligné que «la formation du Conseil d'affaires libano- italien est le résultat de cette coopération directe entre la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et l'ambassadeur Giuseppe Morabito, et nous comptons beaucoup sur ce Conseil d'affaires pour créer une dynamique encore plus forte des relations économiques bilatérales, et établir un partenariat et une coopération entre le secteur privé des deux pays, notamment dans des projets au Liban ou dans la région».

Mohamed Choucair a promis en retour que «pour notre part, en tant que secteur privé libanais, nous ne laisserons pas passer une occasion pour renforcer notre partenariat avec l'Italie». À ce sujet, il a aussi ajouté que «dans ce contexte et dans cet objectif, nous allons organiser une délégation économique qui se rendra le mois prochain en Italie pour visiter Rome la capitale, puis Milan et s'entretenir avec nos homologues italiens pour activer la coopération, le partenariat et profiter des opportunités disponibles dans les deux pays». Il est également au programme, a assuré Mohamed Choucair, «à partir du mois d'avril jusqu'au mois d'octobre prochain de se rendre à plusieurs reprises à Milan pour notamment participer au Salon international de Milan et encourager les entrepreneurs et hommes d'affaires à profiter des possibilités réelles et précieuses qu'il offre à ces derniers».

Enfin, Mohamed Choucair a tenu à remercier une dernière fois l'ambassadeur d'Italie en affirmant que «l'Italie a toujours soutenu le Liban, dans toutes ses causes et en toutes circonstances, ce que le Liban apprécie énormément et nous sommes très fiers de cette amitié». «Une amitié entre nos deux pays et nos peuples, forte et sincère, et qui durera parce qu'elle est basée sur l'amour et le respect mutuel entre l'Italie et le Liban», a enfin déclaré Mohamed Choucair.

L'ambassadeur et Mohamed Choucair avec leurs familles respectives

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Qui sont les lauréats du concours régional Lactimed?

Après plusieurs mois de préparation, la finale du concours régional pour le Liban a eu lieu le 16 janvier dernier à la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Zahlé et de la Bekaa.

Mis en œuvre dans le cadre du programme IEVP-CTMED, financé par l'Union européenne, Lactimed récompense des projets innovants de promotion de produits laitiers de la Méditerranée. Au cours d'une séance de «pitching» chaque candidat a eu l'occasion de présenter son projet devant un jury composé de l'ingénieur Mounib Choubassi (président du Comité de l'environnement à la chambre), d'Aurélien Baudoin (coordinateur général du projet), de Maya Kharrat (directrice de l'ESIAM), et d'Elie Haddad (docteur en économie). L'ingénieur Saïd Gedeon (coordinateur du projet au Liban) était également présent.

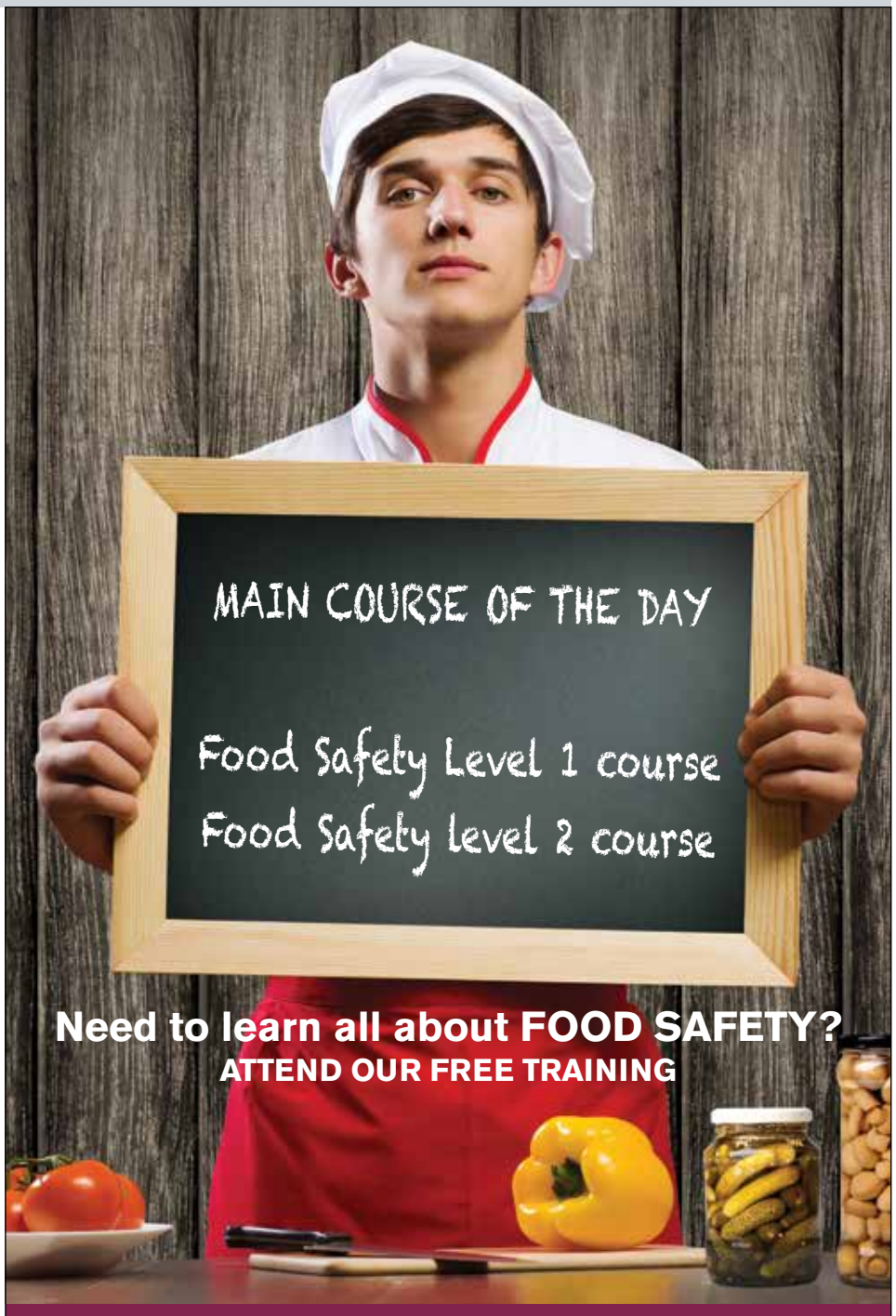
Suite aux différentes présentations des sept porteurs de projets, le jury s'est réuni et a décidé d'attribuer les prix aux deux projets suivants:

- **Coopérative Ain aarich:**
production et commercialisation du kechek vert.

- **Laiterie Kab Elias:**
production de labneh de chèvre biologique avec de l'huile d'olive.

Chacun des lauréats a reçu une somme de 10 000 euros pour réaliser son projet.

Lors de la remise des prix



LEBANESE FOOD SAFETY TRAINING CENTER

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Lebanese Food Safety Training Center, launched in the presence of Ministers of Health, Economy & Trade, Industry and Environment within the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon, provides free training courses on food safety in collaboration with Boecker and GWR Consulting.
If you are working in kitchen of restaurants & hotels, food sections in supermarkets, or food industries, this training is certainly for you. It encompasses the following key topics:

- Definition of food safety
- Contamination risk
- Food poisoning and diseases transmitted through food
- Importance of personal hygiene
- Importance of pest control
- Cleaning and disinfection and differences between the two processes

To register, please fill out the application form available on the Chamber website:
www.ccib.org.lb
For further information, call 01-353390; Hotline 1314 Ext 115

Sponsored by

Training Organizations

In collaboration with

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Businessmen Association of Tripoli and the North

Omar Hallab

There is no doubt that the establishment of the Special Economic Zone in Tripoli is vital for the development of Northern Lebanon. It is one of the basic facilities that must be activated for the benefit of the country and the region as well. Therefore, the Lebanese government must speed up the process of nominating members to the Board of Directors in order for the latter to do whatsoever necessary construction work, and financial and economic studies to achieve the objectives of this project, especially to prepare a master plan for the area and attract local, Arab and foreign capital and investments, and to promote international trade and development.

The Economic Zone Act No. 18 was issued on 09/05/2008. and in 2009 the related decrees to establish the General Authority of the Special Economic Zone were issued: Decree No. 2222 (the financial system), Decree No. 2223 (Bylaws), Decree No. 2226 (Staffing and terms of recruitment of employees and appointing contractors; employee classification, grading and salary scales as well as duties of administrative organizations), Decree No. 2232 (conditions to grant work permits for foreigners), and the Decree No. 2407 (fixing compensation for the Chairman of the Board of Directors of the General Authority, the President, members, as well as the commissioner of the government to attend meetings of the Board).

THE SPECIAL ECONOMIC ZONE OF TRIPOLI OFFERS A SIGNIFICANT SET OF INCENTIVES TO INVESTORS, INCLUDING:

- Exemption from corporate tax on profits, provided that the investment size would be US $ 300,000.
- Exemption of salaries and related income tax for foreigners.
- Exemption from customs' duties, VAT, and import & export duties.
- Exempting buildings and real estate from property tax and land tax.
- Exempting stocks and securities issued by institutions within the Economic Zone of any fees and taxes.
- Exemption from paying Social Security contributions to workers and employees of institutions established in the Economic Zone.

Except for investments in tourism, investments in industry, trade and services, technology and storage will benefit from the Economic Zone Act provisions. These investments will contribute to stimulate the industry, commerce and knowledge-based economy in the city, helping to create adequate jobs ranging from 3,000 to 6,000 employees within the next 10 years.

It is expected that there would not be power-intensive industries such as manufacturing (i.e. aluminum factories), as heavy industry sector has moved to the United Arab Emirates and Saudi Arabia. As such, the industrial sectors that are likely to operate in the economic zone are those light and medium industries.

In view of the small domestic market, the industrial sector had to focus on exports for survival and growth. Establishments in the Economic Zone are no exception and would also need to export a significant portion of their production ranging between 20 to 80%.

Tripoli is in urgent need for large scale projects that would jump start its economy to break out of the vicious circle of economic decay, rampant poverty, unemployment and the negative social and security consequences thereof. The Economic Zone is one such project to act as a driver for development, and it is therefore imperative for the Council of Ministers to stop procrastinating and appoint a Board of Directors to get this project moving.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | email: fccial@cci-fed.org.lb | www.cci-fed.org.lb

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Jobs and Gender Equality: Lebanon…on the right path!

According to a survey by Bayt.com, 67% of women in Lebanon consider men and women to be treated equally in terms of recruitment, while 37% believe they receive the same pay.

The survey entitled "Status of Working Women in the Middle East"revealed also that 14% consider that women are treated less favorably in comparison to their male counterparts.

At the same time, 59% consider have equal career progression opportunities regardless of gender, while 28% consider that women are treated less favorably. When it comes to benefits, 65% state equal treatment, while 17% state women are treated less favorably.

Also, 78% consider that they are treated equally in terms of working hours while 72% believe they are receiving equal training and development.

To complete the survey, Bayt.com conducted 1,543 online interviews across the GCC, Levant, and North Africa regions. The basket of Lebanese respondents is formed of 83% who are employed in a mixed gender workplace.

55% OF WOMEN SEEK FINANCIAL INDEPENDENCE

On another level, the survey shows that the most cited reason for seeking employment by women (55%) is "to become financially independent". The second reason is "to make use of education" (50%), followed by the desire "to broaden perspectives on life" (43%). And in fourth place comes the need "to be able to contribute financially to household income", cited by 40% of women respondents.

In parallel, the survey revealed that more than half of women (53%) are '"extremely comfortable" working in mixed-gender environments, with a further 20% who claim they are comfortable 'to some extent'.

Additionally, three quarters (76%) claim to have no preference regarding the gender of their managers, while 21% state that they prefer to have a male manager.

19% OF WOMEN ARE SOLE INCOME EARNER

The survey indicated, in parallel, that 37% of women who work in a mixed gender environment in Lebanon believe that they receive the same pay as their male counterparts, compared to 26% of participants in the Arab countries with similar views. However, 30% consider that they receive a lower salary, relative to 53% of respondents in the region who have the same opinion. Finally, 4% of women said that they earn more than their male peers, similar to the region's average.

Further, the survey showed that 19% of working women in Lebanon are the sole income earner in their household, while 42% of women said that they have one additional income earner in their household.

> "40% OF WOMEN SEEK A JOB TO CONTRIBUTE FINANCIALLY TO HOUSEHOLD INCOME"

As for financial contribution, 63% of women said that the male contributes the most to the household's income, compared to 20% who said that the female contributes the most and 10% who noted that the contribution is split equally between the male and the female.

68% OF WOMEN EARN MORE THAN US$1,000

Lebanese women salary distribution brackets:

- $200 to $500: 4%
- $500 to $1,000: 28%
- $1,000 to $2,000: 50%
- $2,000 to $3,000: 14%
- $3,000 to $4,000: 3%
- Over $4,000: 1%

In summary, about one third of Lebanese female employees earn less $1,000 whereas 50% of female employees in the Arab region earn less than $1,000.

Two thirds earn over $1,000 and about one fifth earn over $2,000.

> "4% OF WOMEN SAY THAT THEY EARN MORE THAN THEIR MALE PEERS"

79% of Lebanese say financial reasons are most important factors in choosing a job

Another survey conducted by Bayt.com and market research agency You-Gov about career aspirations in the Middle East & North Africa (MENA) indicated that 79% of participants in Lebanon cited salary & benefits as the most important factor in choosing their ideal job. This was followed by opportunities for career growth (76% of respondents), work-life balance (26%), organization's reputation (24%), feeling of accomplishment (21%), challenging work (20%), job security (17%), fair evaluation and flexible working hours (14% each), and manageable workload and a pre- defined number of working hours (3% each).

Further, 58% of participants in Lebanon indicated that the lack of growth opportunities is the main barrier to personal career growth, followed by poor management within their current company (43%), the fact that their educational qualification is not related to their current job profile (20%), as well as favoritism in the workplace (19%) and lack of training and poor labor laws (17% each)

In comparison, 81% of participants in the MENA region identified salary & benefits as the most important factors in choosing their ideal job, followed by opportunities for career growth (59%) and job security (30% of participants).

The survey was based on online interviews with about 8,963 adults residing in Algeria, Bahrain, Egypt, Jordan, Kuwait, Lebanon, Morocco, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Syria, Tunisia, and the UAE.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

A Green Boost For Eco-Friendly Entreprises

"Green Boost" is a project initiated by SouthBIC to encourage eco-friendly investments in Lebanon. It mainly addresses SMEs in the industry, agriculture and services sector to start "going green". By doing so, not only they reduce costs, they also increase efficiency and help preserve nature and the environment. Any citizen, company and individual can participate in this project as long as the idea presented is proven to be eco-friendly and feasible. As we all know, the Earth is undergoing serious ecological changes due to the pollution and waste of resources caused by mankind. Lebanon, like other countries, is directly affected by its consequences. Thus the situation became critical and a step had to be made to start saving what is left for us and our children. By incorporating "Green Boost" in SMEs operations, SouthBIC believes it will help SMEs boost their profits while preserving the nature.

On the 5th of February 2015, SouthBIC, in partnership with Al Baraka Bank and in collaboration with the European Union and the Chamber of Commerce in Saida held a conference entitled "Green Boost for Eco-Friendly Enterprises."

Many young entrepreneurs attended this event as well as various SMEs. The opening speeches were given by Andraos Bacha, followed by Mutasim Mahmassani, the board member & general manager in Al Baraka bank and finally Mohammed Saleh the president of CCIAS and president of SouthBIC.

The event unfolded into three sessions. The first session discussed governmental green strategies: Green Certificates and the Lebanese Center for Energy Conservation. This session was followed by a session on the multiple ways of funding green businesses. While environmentally friendly, businesses might get you excited; having access to funding to ease the implementation of these strategies will make your excitement a reality. Al Baraka Bank exposed their environmental loans for SMEs, KAFALAT discussed its KAFALAT Green Programs, and BDL presented its environmental and energy loans.

A third and final session hosted international and local programs related to green businesses, such as the EU Development Programs and the many UNDP Programs related to the environment and its sustainability.

For information, log on to:

www.southbic.org/greenboost

Tourism: minor improvement in 2014

The number of tourists increased last year by 6.3% after three years of successive decreases. It remains however 37.5% below the peak reached in 2010.

The year 2014 reported a slight improvement in the touristic sector in Lebanon, reversing the trend that was prevailing over the previous three years. The number of tourists reached an approximate 1.4 million in 2014, growing by 6.3% year-on year, following consecutive contractions of 23.7% in 2011, 17.5% in 2012 and 6.7% in 2013. The number of tourists remains however 37.5% below the peak of 2.2 million tourists reached in 2010.

In terms of seasonal performance, the second half of 2014 witnessed more than 769,000 tourists, or 57% of the yearly total, leaving 585,000 tourists for the first half, or 43% of the yearly total. The second half of 2014 actually reported an 18.3% growth relative to the same period of 2013, following a net contraction of 6.2% in the first half of 2014 relative to the same period in 2013.

The bulk of tourists came from Arab countries, which saw their share rising from 31.6% in 2013 to 34% in 2014 of the total number of tourists. Europe followed with a share of 33%, America with 16.6%, Asia with 8.4%, Africa with 4.1% and Oceania with 3.8%. In terms of progression, Arab countries took also the lead with a 14.6% growth in 2014, followed by Oceania with 12.7%, America with 7.2%, Europe with 3.2%, while Asia witnessed a net contraction of 3.5%.

The relative improvement of the touristic sector in 2014 was a result of a number of domestic developments, namely the formation of a national unity cabinet at the beginning of the year, the launch of a number of security plans across various Lebanese territories and the removal of the travel warnings previously imposed by some Arab countries discouraging their nationals to travel to Lebanon.

NUMBER OF PASSENGERS: +5%

The relative improvement in the number of tourists in 2014 was paralleled by a 4.9% growth in the number of passengers at the Airport during the same year.

In total, more than 6.5 million passengers (excluding transiting passengers) used the Airport, of which 3.2 million arrivals and 3.3 million departures, representing an increase of arrivals and departures in 2014 by respectively 6.4% and 3.5%.

DE-TAXED SPENDING UP BY 1%

In parallel, purchases by tourists in Lebanon who had claimed VAT reimbursement have increased by 1% in 2014 relative to 2013.

A breakdown of the spending distribution by country of residence shows that residents of Saudi Arabia had the highest share (14%) of total spending, followed by residents of the UAE (13%) and Kuwait (7%).

As for the evolution of spending by country, UAE residents reported the highest decline of 11%, followed by residents of both Syria and Nigeria, reporting declines of 5% each. However, spending by residents of Saudi Arabia declined by an annual percentage of 2%. On the other hand, spending by residents of France, United States, Egypt, Kuwait, and Qatar reported respective increases of 16%, 14%, 10%, 3%, and 2%.

The breakdown of spending by Lebanese regions shows that 81% of the purchases took place in Beirut, while 13% took place in the Metn area. The remaining 6% of spending was distributed among Baabda (4%), Keserwan (2%), and other areas (1%).

Sources: Ministry of Tourism, Hariri International Airport, Global Blue, Bank Audi

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Chamber of Beirut to focus on the opportunities of the Oil & Gas sector in Lebanon

"Oil Field and Gas, a booming sector"... a conference organized by the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon in cooperation with Kouatly and Associates – Attorneys on the 5th of February, 2014. Representatives of the Chamber of Commerce, judges, lawyers, businessmen and experts in oil and gas issues attended the event and shared their expertise.

Mr. Salah Osseiran, member of the Board of Directors of the Chamber and President of the Economic Committee welcomed the audience. The opening ceremony was followed by the interventions of prominent lecturers tackling different topics:

"Economical Impacts of the Hydrocarbon Sector on the Lebanese Economy" shared by Abboud Zahr, Managing Director, DEP Levant Oil & Gas.

"The Oil and Gas sector: Horizons and Opportunities" presented by Attorney Rayan Kouatly, Kouatly & Associates law Office.

"Vision and Opportunities" presented by Dr. Nasser Hoteit, Chairman of the Lebanese Petroleum Administration.

Wissam Zahabi, Head of the Economic and Finance Department at the Lebanese Petroleum Administration (LPA), shared "the Promotion of Investments in Oil & Gas Sector".

Ms. Tonje Pareli Gormley, Senior Lawyer, Arntzen de Besche Law firm AS (Oslo, Norway) shared her view about "From Opportunity to Business".

The closing ceremony speech was given by Judge Mayssam Noueiri, Director General of the Ministry of Justice.

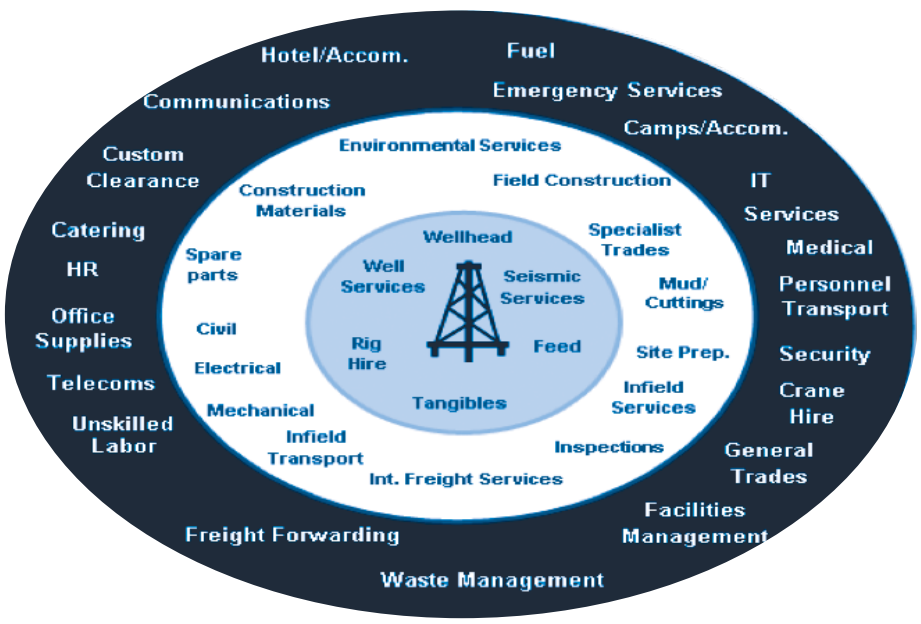
ECONOMICAL IMPACTS OF THE HYDROCARBON SECTOR ON THE LEBANESE ECONOMY

In his study about the "Economical Impacts of the Hydrocarbon Sector on the Lebanese Economy", Abboud Zahr, Managing Director, DEP Levant Oil & Gas, highlighted the danger of the so called "Dutch Disease" and its consequences: Appreciation of the Lebanese Pound, sectors competition on manpower, crowding out of manpower to the hydrocarbon sector, price escalation of non-traded goods, price reduction on traded goods, emergence of new industries, high demand on services and the increase pressure on manufacturing & agriculture".

He also tackled Lebanon's economic problems represented by: low growth rates, budget deficit, high emigration rate, low job opportunities for new graduates and high debt of 68 Billion USD.

However, the speaker was optimistic about the advantages of the new oil & gas industry for Lebanon "It will create jobs and high income from hydrocarbon sales" he said, listing Lebanon's advantages such as cheap energy/electricity, appreciation of the Lebanese rating by the international financial institutions and of the debt solvency in addition to huge benefit on Lebanese goods, services and employees.

POTENTIAL SERVICES



FROM OPPORTUNITY TO BUSINESS

In her presentation "from opportunity to business", Ms. Tonje Pareli Gormley, Senior Lawyer, Arntzen de Besche Law firm AS (Oslo, Norway) shared her view about the petroleum industry and its input on the economy of different countries, namely, Norway, Brazil and Nigeria. The main message, according to her, is value creation through dialogue and cooperation between different stakeholders (state, foreign and local companies). "International experience shows that local entrepreneurs/ enterprises can benefit from identifying the gap between current capacities and future expected needs, identifying the requirements and standards expected by international companies and merging global core business with local capacity" she said.

THE OIL & GAS SECTOR: HORIZONS AND OPPORTUNITIES

Attorney Rayan Kouatly, Kouatly & Associates law Office, focused in his presentation on the perspectives and challenges of the sector. About the challenges of general concerns he says: "An energy hub means plans coordination between general political tension, Arab unrest, price volatility and other competitors on the market".

He also tackled the opportunities of the oil & gas sector on business and identified the direct services as "infield services, inspections, international freight services, civil, electrical and mechanical engineering environmental services and infield transport and specialist trades".

As regards to indirect services it involves, he cited: catering, human resources, customs clearance, training, hotel/accommodation, emergency services, information and communication technology services, medical services, security, crane hire, waste management, office supplies and freight forwarding.

He also called for further cooperation between the public and private sector saying that this is "an important role for Lebanese SMEs to integrate the oil and gas supply chain: sub-contracting and procurement of goods and services, a need for supply chain code of practice (SCCoP) that should outline a set of best practice guidelines for the oil and gas industry to improve performance, eliminate unnecessary costs, add value and boost competitiveness". The collaborative efforts between the public and private sector should "improve the workforce skills and create a "one-stop shop" information gateway to attract people into the industry and facilitate access to finance (Role for BDL and local banks)," he added.

He concluded by underlying the importance of "how to choose your partner, how to choose your legal counsel and how to resolve your disputes".

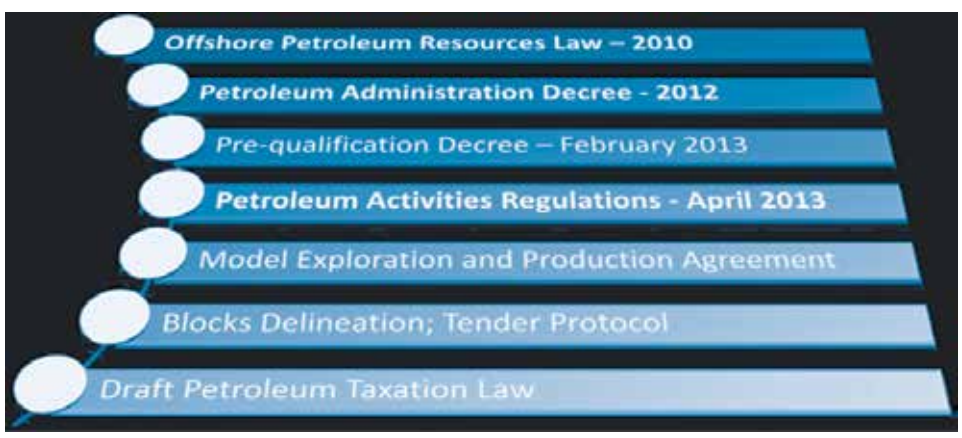
Dr Nasser Hoteit, Chairman of the Lebanese Petroleum Administration made a presentation about "The vision and opportunities" of the sector.

Wissam Zahabi, Head of the Economic and Finance Department at the Lebanese Petroleum Administration (LPA), shared in his presentation "the promotion of investments in oil & gas sector" the progress made to date for enhancing and enacting laws in relation to the petroleum sector in Lebanon.

He tackled the «Progress Update: Regulatory Framework in Lebanon».

He also shared the "Pre-qualification criteria" and the "Pre-qualified companies" of the Petroleum sector in Lebanon historically.

PROGRESS UPDATE: REGULATORY FRAMEWORK IN LEBANON



ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

In Focus: "The Food Heritage Foundation"

The Lebanese cuisine was and still is the optimal ambassador of Lebanon to the world. Our culinary heritage reflects the diversity, creativity and adaptability of the Lebanese people, and is an integral part of our identity.

The Food Heritage Foundation embraces Lebanese agricultural and culinary heritage and believes in its potential as an important contributor to economic development. Below is a glimpse into its programs and initiatives.

ABOUT THE FOUNDATION

Founded in 2013, the Food Heritage Foundation (FHF) is a Lebanese non-profit organization that aims to preserve, document and promote Lebanon's traditional food heritage as a main driver of rural economic development.

Affiliated to the Environment and Sustainable Development Unit (ESDU) at the American University of Beirut (AUB), FHF programs revolve around raising consumers' awareness and demand for local healthy cuisine and products, and creating job opportunities for small farmers and women producers through the establishment of permanent linkages between urban and rural communities.

CREDIT: FHF

PROGRAMS AND PARTNERS

Currently, the Foundation runs three main programs:

- "Souk aal Souk" farmers' market, a mobile farmer's market aiming at raising awareness on local produce in academic institutions. It was first launched in the summer of 2013, supported by the CSR program "Waterfront City Cares". In close collaboration with ESDU, FHF organizes the market on a monthly basis at AUB's Faculty of Agriculture and Food Sciences and rotates in other universities such as the Lebanese American University (LAU) and the American University of Science & Technology (AUST).
- "Akleh", winner of Nabad, the first social entrepreneurship incubator in the Middle East held in 2014 , is a traditional community kitchen that promotes rural recipes through event catering. It employs women cooks from rural Lebanon and sources its bulk ingredients from local coops and small producers.
- Food tourism - "Darb el Karem" food heritage trail, is a tourism project connecting nine villages in Higher Shouf and West Bekaa and promoting them as a food tourism destination. Funded by USAID in the framework of the Lebanon Industry Value Chain Development Program, the project is being implemented by ESDU and FHF in collaboration with the Shouf Cedar Biosphere Reserve (SCBR). With the support of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle, and in the framework of the ENPI project Lactimed, FHF promoted the food trail in West Bekaa during the 2014 show food event "Terra Madre e Salone del Gusto" in Torino, Italy and in 2014 in Beirut Cooking Festival.

CREDIT: FHF

FHF had the honor of presenting "Darb el karem" during the launching ceremony of the Rural Tourism Strategy held in the Grand Serail under the patronage of Prime Minister Tamam Salam on on the 11th of February 2015. In April 2015, thematic packages around food and harvest seasons in West Bekaa and Higher Shouf will be ready and will be marketed through eco tour operators, FHF and SCBR.

FHF had the honor of presenting "Darb el karem" during the launching ceremony of the Rural Tourism Strategy, held in the Grand Serail under the patronage of Prime Minister Tamam Salamon on the 11th of February 2015. In April 2015, thematic packages around food and harvest seasons in West Bekaa and Higher Shouf will be ready and will be marketed through eco tour operators, FHF and SCBR.

CREDIT: FHF

The Food Heritage Foundation's Zeinab Jeambey, specialized in Food Heritage Management through Tourism, speaks about "Darb el karem" and its importance for local communities:

"...This is the first project of its kind in Lebanon and the region. It aims to create touristic destinations focused on food tourism. It also aims to increase and diversify the income of small farmers, food producers, family restaurants, local guides, and bed and breakfast operations integrated to the food trail through the development of touristic packages centered on agricultural, pastoral and food processing activities and traditional cuisine.

By putting the visitor in direct contact with the farmer, shepherd and food producer, who are the beholders of rural food culture, the project raises awareness among tourists about the origin of a food product or a traditional dish and its cultural and emotional ties to the destination. This food tourism project, also known as part of experimental tourism, awakens the visitor's senses and allows him/her to observe the handling of food from land to plate. The tourist will be able to pick the raw ingredients in the field, smell it and taste it. Later on, he/she can involve in a traditional processing activity and appreciate the legacy of our ancestors' culinary heritage, culminating in tasting traditional dishes typical to each village.

OTHER INITIATIVES?

In line with its mission and objectives, FHF is equally working with community kitchens in Lebanese villages that promote healthy eating and traditional recipes. With the support of ESD, healthy kitchens have been established in Kwekh and Bouwayda in Hermel, Aarsal in the Bekaa valley and Batloun in Shouf. Recently, and in partnership with ESDU and the International Orthodox Christian Charities (IOCC), another two community kitchens have been established in Miniara, Akkar and Khiara, West Bekaa, focusing on alleviating food insecurity of Syrian refugees and host communities under the program "Community-based Health Kitchens» aiming to provide locally produced food aid for vulnerable groups affected by the Syrian crisis". FHF conducted a set of training workshops on food safety, organizational and managerial skills, purchasing, scheduling and sustainability. The aim of such initiatives is to address the immediate needs of the most vulnerable segments of host and refugee communities by providing families with pots of cooked food that can alleviate their food insecurity and increase their dietary diversity. In addition, these initiatives link emergency assistance to investment in the development of host communities that can continue these activities by producing food for sale in the future; hence leading to sustainable income generation for women.

The Food Heritage Foundation's Dietitian and Public Health Specialist, Dominique Anid speaks about «Akleh»- central community kitchen and its importance in promoting traditional healthy recipes in urban settings while empowering women and small farmers:

«Our community kitchen «Akleh» is an active point working towards the revival of our traditional food heritage by preserving recipes from all over Lebanon customized according to healthy nutrition standards. It aims at empowering women and small producers in marginalized rural and urban areas, while reconnecting the urban populations with their traditional food heritage. Led by four women from various Lebanese areas, «Akleh» currently caters main meals, finger foods and sweets to universities, institutions and private events. Located in Hamra at the heart of Beirut, in a 70 years old traditional building, «Akleh» also opens its doors to visiting women cooks from various community kitchens and cooperatives supported by ESDU and FHF whenever it has large catering events. The FHF team helps build the capacities of women cooks by sharing their expertise on food safety measures, healthy nutrition and organizational and managerial skills.»

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Beirut-Riyadh: Economic ties still strong despite the difficult context

Despite the fall of investments and the drop in the number of tourists coming from Saudi Arabia, trade links between Beirut and Riyadh continue to grow with a peak of Lebanese exports.

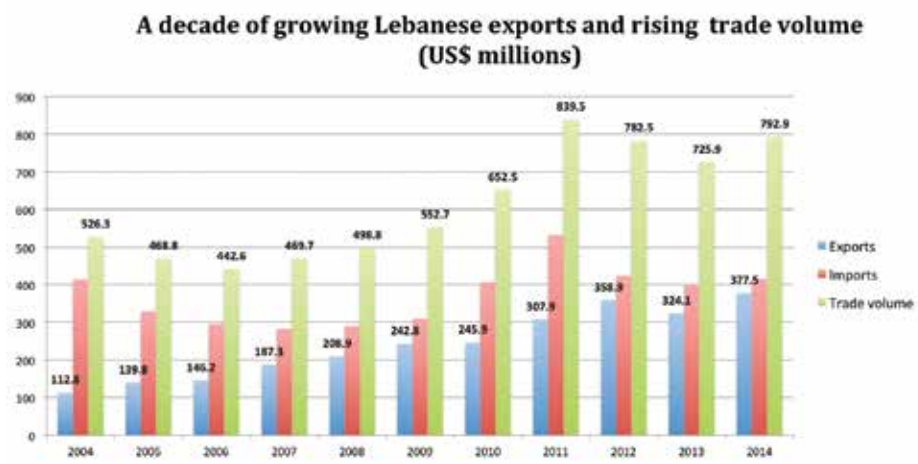
Despite the political and security turmoil and the tense economic situation in the region, with Syria being at the epicentreof this turbulence since the past four years, and the negative impacts on Lebanon and Saudi Arabia, the Kingdom continues to occupy a special place in the Lebanese economic landscape.

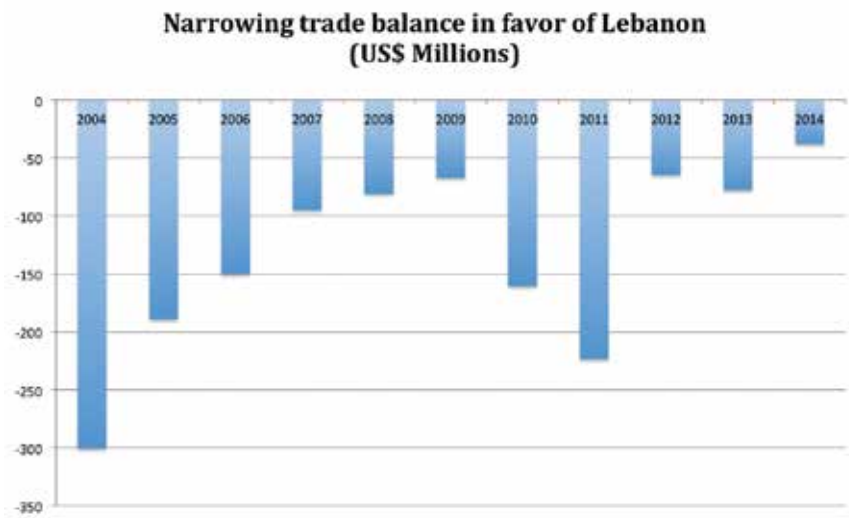
Indeed, both countries continue to maintain fairly strong ties, despite the decline in investment and the number of Saudi tourists.

In terms of trade links, for example, the volume of trade between Beirut and Riyadh amounted to nearly $800 million in 2014, against 726 million a year earlier and 625 million in 2010, on the eve of the Syrian conflict. It is only in 2011 that trade exceeded by little the figures of last year, peaking at a high of $840 million.

This reflects a continued growth of the business between the two countries, while the region is witnessing one of the most critical periods in its history.

Another important fact worth noting, which is the gradual balancing of the trade balance during the last decade, and especially during the last three years in favour of Lebanon. It went from a $ 300 million surplus in favour of Riyadh in 2004 to $ 223 million in 2010 and $ 38 million last year. The narrowing of the gap is essentially due to an improvement of Lebanese exports to Saudi Arabia, which have more than tripled between 2004 and 2014, rising from $113 to $378 million dollars. Last year, the Kingdom ranked at the top of the list of major customers of Lebanon. As to imports of Saudi products, they have been more or less stagnant during that period.





INVESTMENTS: DROP IN GROWTH RATE

This constancy in the commercial relations to the benefit of Lebanese exporters contrasts with the decline of Saudi investments. Contrary to popular belief, these investments have not fully lowered, only growth has slowed down compared to golden period that followed the war.

Estimated at $ 4.8 billion between 1985 and 2009, say 40% of some 12 billion Arab investments during this period, they would still have totalled tens of millions over the past six years despite the recent crisis in Syria. The figures released by the World Investment Report by UNCTAD and the Arab Investment Guarantee Corporation (AIGC) do in fact indicate that Saudi investments in Lebanon totalled $ 1.8 billion between 2003 and April 2014. While it is difficult to extract the specific amount of investments for the last three years, the overall figure allows us to deduce a decrease in the average annual investment of $192 million between 1985 and 2009 to $159 million between 2003 and 2014.

This slowdown, probably due to the poor performance of the period 2011-2014 falls however, within the framework of a general decline in foreign direct investment (FDI) in Lebanon in the twilight of the Syrian conflict.

These have indeed dropped to $ 2.83 billion in 2013 against $3.67 billion a year earlier and $4.28 billion in 2010, representing a decrease of 23% and 105% respectively.

Contrasting with this trend, Lebanese investments in Riyadh seem, however, to keep up. According to estimations, they had totalled more than $ 2.4 billion between 1985 and 2009. Some 200 projects, half in industrial sectors, were invested during this period some 600 Lebanese investors out of 300,000 Lebanese living in the Kingdom.

TRANSFERS OF MIGRANTS: THE UNTOUCHABLES?

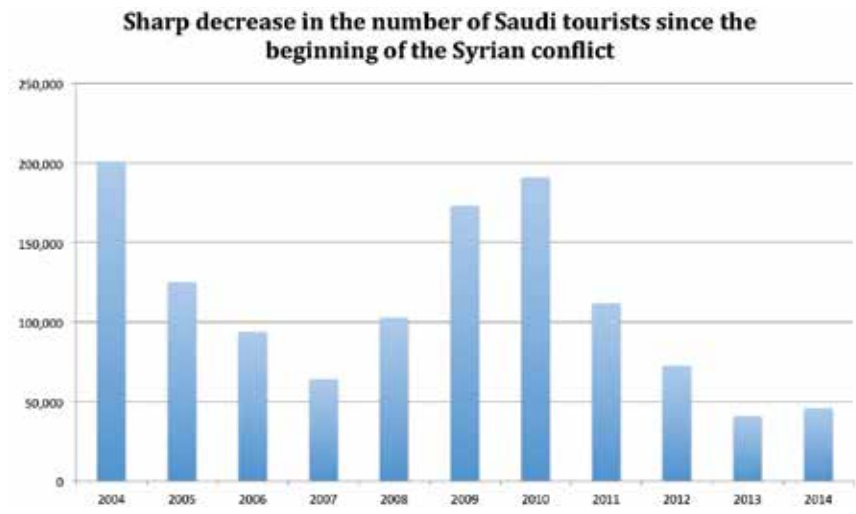
This important Diaspora also constitutes another pillar of economic ties between the two countries. It provides almost half of the emigrants' transfers to Lebanon estimated at $ 7.6 billion in 2013.

According to a study conducted by "Observatoire Universitaire" of socio-economic reality (Ourse), the Gulf and Africa occupy an important position in this field. Thus, 66.3% of expatriates living in the Gulf countries transfer funds to Lebanon, against 67% in Africa and 46% in Australia. The differences are also reflected in the amounts sent: in Africa, for example, they reach an average of 9,000 dollars per emigrant annually, followed by the Gulf (8100 dollars per emigrant annually), then Europe and Americas with amounts much lower (about 4300 dollars per emigrant annually).

Transfers from the Gulf and Saudi Arabia in particular, however, may be affected by the sharp decline in crude oil prices in 2015. It has lost 50% of its value since June.

TOURISM: 80% DROP IN SAUDI VISITORS SINCE 2005

Along with the decline in investment, tourism has also experienced a sharp contraction. With the assassination of former Prime Minister Rafik Hariri in 2005, the July 2006 war, the war of Nahr el-Bared in addition to inter-communal fighting in 2008 and more recently the war in Syria, the number of Saudi visitors shrunk from a peak of 201,000 in 2004 to less than 41,000 in 2013. Nationals from the Kingdom represented 10% of Arab tourists and 3% of the total number of visitors (all nationalities), against respectively 37% and 16% ten years earlier. In 2010, on the eve of the Syrian conflict, they had nevertheless resumed their highest number of new visitors to 191,000 ...



Despite this sharp fall, Saudi tourists still occupy the leading position in terms of de-taxed disbursements according to Global Blue, an indicator for assessing the development of tourism spending in Lebanon. Accordingly, Saudis represented, along with UAE nationals (2nd position), 27% of total expenditure in 2014.

Additionally some 100,000 Saudis still hold secondary residences or apartments in Lebanon.

DONATION OF 3 BILLION TO THE ARMY

In parallel, Saudi Arabia will invest $ 3 billion in strengthening the capabilities of the Lebanese army through the purchase of French weapons. The decision taken in December 2013, during a visit of French president François Hollande to the Kingdom, was followed by a contract signed between the two parties last November. The material will be delivered progressively starting April.

The Saudi investment is the largest investment in the history of the Lebanese army.

This adds up to another amount of $ 500 million the Kingdom has allocated to the Lebanese army last August as an urgent support. The latter amount was withdrawn from a $ 1 billion deposit at the Central Bank, placed by Riyad in 2008 to support the national currency. The Saudi Kingdom had already deposited another $ 1 billion at the Central Bank in 2006, in the midst of the war between Israel and Hezbollah.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The "Grexit" postponed to a later stage?

After weeks of suspense over the future of Greece and the monetary union of the Eurozone as well as the risk of financial collapse in Athens, an agreement was finally reached between the Greek leftist government and the Eurogroup.

The political and economic events taking place in Greece and across Europe are shaking confidence in the future of the euro zone. Yet the recent agreement signed on the 20th of February between Athens and its creditors gives some hope for a longer-term solution. For some analysts though, this accord only postpones the risk of an imminent collapse and the exit of Athens from the monetary zone.

The breakthrough followed five hours of "corridor diplomacy" and came after German Chancellor Angela Merkel and French president Francois Hollande pledged to uphold the sanctity of monetary union and keep Greece anchored within the Eurozone family.

In fact, after intense negotiations over weeks, Greece has secured a four-month reprieve from Eurozone creditors at a last-ditch summit in Brussels, heading off imminent default and a traumatic rupture of monetary union.

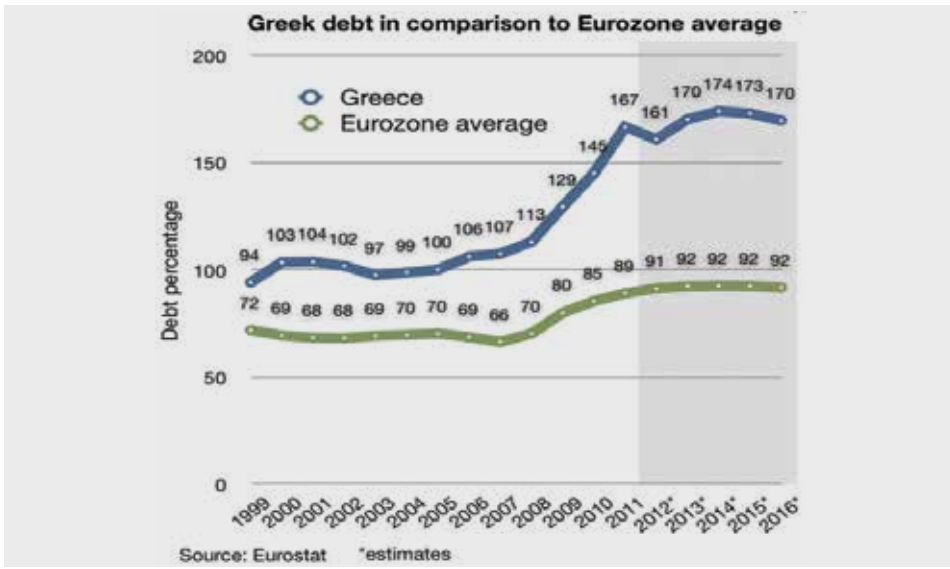
The interim accord gives Greece breathing room to flesh out its economic agenda and reform plans, and effectively scraps the draconian fiscal targets imposed by the EU-IMF Troika.

The Syriza government in Athens gains bridging finance to avert a crunch as budget coffers runs dry and capital flight reaches 1 billion euros a day. Greek officials confessed privately that the country is on the brink of insolvency.

The Greeks now have a stay of execution until the end of June, at what time the drama is, however, likely to be repeated. Greece must repay €6.7 billion to the European Central Bank (ECB) in July and August, an impossible task without a fresh EU-IMF program or something similar. Eurogroup finance ministers have softened demands for yet further austerity, accepting that fiscal tightening should fit "economic circumstances", the core Greek condition. This is a victory for Syriza on a crucial point. "It is a balanced agreement. It will help Greece to get on its feet again," said the EU economics commissioner, Pierre Moscovici.

According to Greece's Finance Minister, Yanis Varoufakis, his country had defeated the «exhorbitant demands» of the Troika for more austerity, a regime he once called fiscal waterboarding: «We have averted many years of suffocating primary surpluses that would destroy our industrial base,» he said.

The Eurogroup had previously demanded that Greece comply fully with the Troika's targets for a rise in the primary budget surplus from 1.5% of GDP in 2014, to 3% this year, and 4.5% next year, even though officials at the IMF and the Commission admit that it makes no economic sense. This would have left no room for Syriza to pay for its poverty programs, and leave the economy trapped in deflation.



Describing the Eurogroup statement on fiscal policy as «constructive ambiguity», Varoufakis implied that Greece will henceforth work out its budget plans with the professionals at the IMF «which holds views that I personally agree with, rather than submitting to the creditor powers," he added.

He insisted that Greece had won the right to determine its own reforms, and will launch these reforms as a «weapon against the deep malignancies of the Greek economy».

«We are no longer following a script given to us by external agencies. Once you have a relationship of equals, the cooperation can be a lot more fruitful,» he said. Greece will work with the various components of the EU-IMF Troika, although the term as such will be dropped.

IS EUROPE ABLE TO COPE WITH GREXIT?

Sony Kapoor, a former advisor to Germany's finance ministry, noted that EU leaders could not allow Greece to spin out of control and destabilize the Balkans. "Grexit would completely discredit what remains of EU foreign policy. If they can't even look after one of their own, how can they have any credibility in the world," he said.

Mrs. Merkel appears to have overruled her Finance Minister, Wolfgang Schaüble, who continued to insist through the week that Greece must comply to the letter with all Troika obligations agreed by the previous Greek government. His tough line - backed by the somewhat strained unity in the Eurogroup - did succeed in forcing concessions from the Greek side.

Mr Schauble's willingness to expel Greece from the euro is widely shared in Germany. The country's Council of Economic Experts issued a joint letter on February 20th arguing that the Eurozone is able to cope with the trauma of Grexit and is likely to emerge stronger in the long-run after shaking off its perennial problem child. "It could boost the credibility of the institutional framework," said the text, adding that the "catastrophic situation of the Greek economy had nothing to do with Troika austerity policies.

SPAIN: EMPLOYMENT GROWTH ACCELERATES

Elsewhere in Europe, the situation is improving in some countries previously considered at quite high risk, while some positive signs, although not yet sufficient, appear in traditionally strong economies.

In the former, the Spanish economy, for instance, generated a net 433,900 jobs in 2014, the first full year of employment growth since 2007. The unemployment rate averaged 24.4% for the year.

The private sector generated more than 95% of all new jobs last year, while public-sector employment did rise in 2014 for the first time in four years, but only by 18,100 people.

Despite rising employment, unemployment actually increased by 30,100 in the final quarter, to $ 5.46 million. Nonetheless, the unemployment rate was still 2 percentage points lower than in the year-earlier period, standing at 23.7%.

GERMANY: HIGHEST EVER TRADE SURPLUS

As for France, its GDP barely expanded in real terms in 2014, rising by an estimated 0.4%. Although growth is expected to reach 0.9% in 2015, the lack of momentum across the economy at the beginning of the year implies a significant downside risk to the forecast.

This mild change contrasts with the situation in Germany. Over 2014, the country recorded its largest-ever annual trade surplus of €218.7 billion (an estimated 7.6% of GDP), up from €197 billion in 2013.

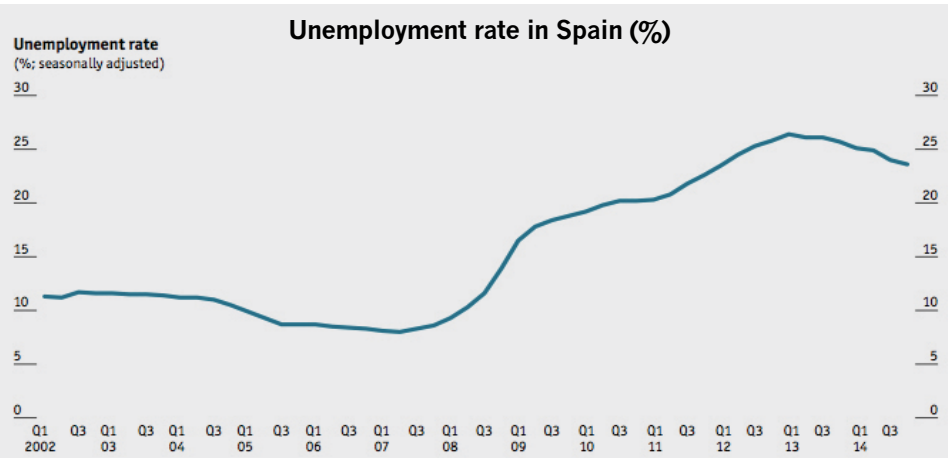
IRELAND: NARROWING FISCAL DEFICIT

In Ireland, the stock of government's debt totaled €208.2 billion at end-September 2014, equivalent to 114.8% of GDP.

A protracted period of austerity has contributed to a marked narrowing of Ireland's fiscal deficit, which peaked at an alarming 32.4% of GDP in 2010.

The CSO data suggest that the public finances remained on track last year to achieve the government's latest estimate (in its 2015 budget) of a deficit of 3.7% of GDP in 2014, down from 5.7% in 2013. The total deficit is expected to come in below 3% of GDP in 2015.

Sources: The Telegraph, The Economist Intelligence Unit (EIU)



Sources: National Statistics Institute, EIU

Source: EIU

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon present at the 20th edition of GULFOOD, the world's largest food & hospitality trade platform

The world's largest annual food and hospitality trade show marks the 20th anniversary for one of the most important international platforms for the global food trade. It took place from 8 - 12 February 2015 at Dubai World Trade Centre (DWTC) with the participation of 4,800 exhibitors from 120 countries including Lebanon. Organized on an area of 130,000 m2, Gulfood welcomed 85,000 trade visitors from over 150 countries.

The huge event was inaugurated by His Highness Sheikh Hamdan Bin Rashid Al Maktoum, Deputy Ruler of Dubai and Minister of Finance and Industry, in the presence of His Excellency Helal Saeed AlMarri, Director General, Department of Tourism & Commerce Marketing (DTCM) and CEO, Dubai World Trade Centre (DWTC), and a host of local, regional and international ministers, ambassadors and dignitaries.

Gulfood, on its 20th edition this year, has contributed to a vital investment platform for food traders and suppliers from all over the world for almost three decades now.

Trixie LohMirmand, Senior Vice President of DWTC and organiser of Gulfood said: "With billions of dollars worth of trading taking place directly on the show floor, business transactions at our milestone 20th event are expected to record their highest level to date".

Present at the show, Lebanon aims to strengthen trade and explore new opportunities for economic partnerships.

Gulfood continues to play a pivotal role in connecting nations and suppliers, opening distribution channels for industry-related business, and highlighting Dubai's strategic role as a key trading hub for the global food industry.

A unique trade and sourcing platform for finished food suppliers, bulk commodity wholesalers and exporters across the spectrum of fresh, frozen, dry and processed food and beverage products, Gulfood 2015 facilitates substantial global transactions for foodstuff commodities such as meat, cereals, grains, rice, coffee and tea.

Gulfood 2015 edition hosted an increasing number of international heads of state, ministers and government officials, while national trade associations ink lucrative bilateral trade agreements and debate food industry trends at industry-shaping conferences and summits scheduled during a series of Gulfood Conferences.

An award evening also took place on the 10th of February 2015 at the five-star Conrad Hotel in Dubai, host to a unique and memorable celebration of the show's achievements over the past 20 editions. Over 1,000 leading industry decision-makers, celebrity chefs, key exhibitors, customers, media and national groups attended the anniversary event.

Gulfood is also a major contributor to Dubai's growing reputation as a global events destination and a key pillar of Dubai's 2020 tourism vision, which aims to double the Emirate's annual visitors from 10 million in 2012 to 20 million in 2020. According to a recent report by Euromonitor, the number of F&B outlets in the UAE is expected to double in the next four years, making food service and hospitality equipment a particularly pertinent sector at Gulfood 2015.

Mounir Bissat

Mounir Bissat: "This year, we were proud to achieve a record participation in GULFOOD"

Chairman of the Syndicate of Lebanese Food Industries, Mounir Bissat, leader of cottage industries, specializing particularly in Halawa and sesame oil, led the Lebanese delegation to the Dubai Gulfood 2015.

Econews met him to learn about the opportunities offered by this international event.

Overall, what can you tell us about the 20th edition of the Global International Food Exhibition Gulfood 2015?

Dubai Gulfood is becoming more and more a cornerstone of the culinary trade world. When we started as SLFI to participate in this show under the Lebanese National Pavilion back in 2004, it used to be a regional event, with interested visitors limited to the Gulf region. However, GULFOOD has become, since more than 5 years, an international business platform where companies and businessmen from all over the world are interchanging their expertise and product portfolios, a venue where innovative products are launched and tested in a sophisticated, diversified consumer market.

What about the Lebanese participation in this leading event in the food and beverage industry in the Middle East and the world? How many Lebanese exhibitors were present and what were the leading products?

This year, we were proud to achieve a record participation in GULFOOD, whether regarding the space rented or the number of companies exhibiting. The Lebanese National Pavilion occupied 640 m2 in two different halls (Sheikh Rasheed, and Zaa'bil), encompassing 47 companies and members of SLFI. Not to forget another dozen of Lebanese companies participating in the show in other halls.

When Lebanese companies participate in this event, it is not just about conquering the UAE market, but the entire Gulf and Asia markets. Your comment?

As I mentioned before, just about 2010, GULFOOD had become an international event, very similar to SIAL and ANUGA, the other two premiere events in the food shows. We were receiving visitors in our booths from GCC countries, Asia, Europe, Northern America (Canada and USA) and Australia.

This participation gives also a strong positioning and a real visibility of Lebanese products to highlight the new features, diversity and quality of Lebanese Food. Are you satisfied with the results?

Of course, the visibility and exposure we are getting from similar events, and especially from GULFOOD is priceless, and the impact is directly translated into continuous and steady growth in Lebanese food exports throughout the past years, to reach approximately $450 M for the year 2014.

As regards to the role of the Lebanese government, what are your expectations for further developing this sector?

Unfortunately, the input of the Lebanese government to support this sector was minimal this year. We usually rely on a partial subsidy granted from IDAL budget to support our participation in international trade fairs, which we failed to obtain this year in spite of the tremendous efforts and support we had from IDAL Chairman Mr. Nabil Itani. Moreover we urge the concerned official authorities in Lebanon, headed by the Ministry of Industry, to expedite all projects and initiatives that will enhance the quality of Lebanese food products and set a solid track for the food safety campaign that started last year to become a supreme goal for all the active members of this vital sector.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

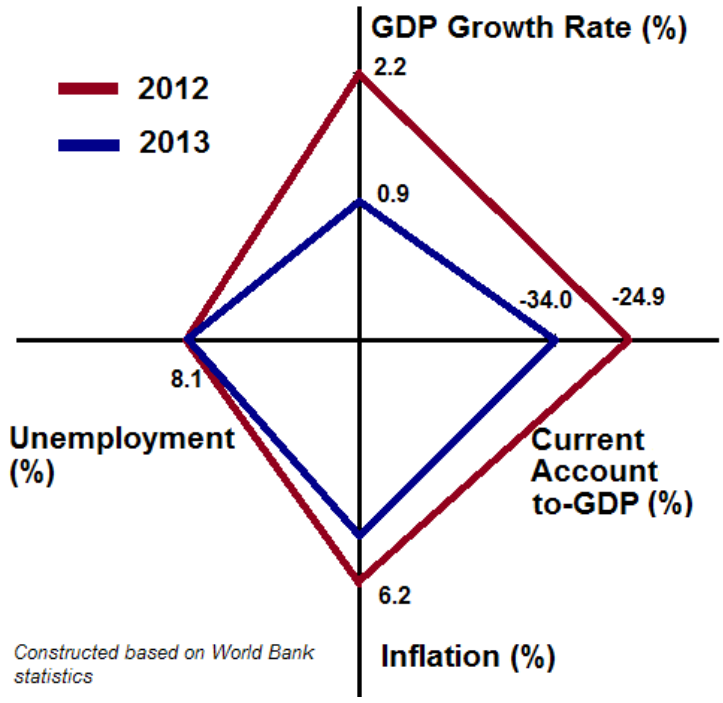
Explanation on Kaldor's Magic Square

Christy Makridis

A state's economic performance could be measured by applying several methods and using various indicators. A commonly used economic model is the Kaldor magic square, which was introduced by Keynesian economist Nicholas Kaldor. This economic performance measurement is based on four different factors: employment, economic growth, price level, and trade balance. These four criteria form the most essential features of economic health. The indicators that best represent these standards are real gross domestic product (GDP) growth rate, unemployment rate, inflation rate, and the balance of payment's current account deficit. These are calculated based on the following definitions:

- The GDP growth rate is the percentage change in real GDP between two years.
- The unemployment rate is the ratio of unemployed people over the total labor force.
- The inflation rate represents the percentage change in the Consumer Price Index - in other words, the change in price level.
- Balance of payment current account is the ratio of current account balance (surplus or deficit) to GDP.

The Kaldor square is represented on a system of two axes, where the level of each of the four considered indicators is displayed in one direction, but using a different scale. The quadrilateral formed by joining all four points is known as the Kaldor magic square and was geometrically conceived by Karl Schiller. Each corner represents one indicator, and the total area of this quadrilateral reflects the performance of an economy. The larger the area, the more successful is the country's economy and vice versa. For example, a higher GDP growth rate would shift the GDP growth level away from the center, which would increase the dimensions of the figure. On the other hand, a higher rate of unemployment would shift the unemployment level towards the center, which leads to a decrease in the area of the quadrilateral. Inflation and unemployment are negatively correlated with the size of Kaldor's magic square. This means a higher inflation or unemployment rate leads to a reduced area. Alternatively, a positive growth rate and favorable current account balance increase the quadrilateral's dimensions.



According to Kaldor, a government's objective should be characterized by increasing the quadrilateral's surface area through attaining economic growth, reaching full employment, stabilizing prices, and realizing a favorable trade balance. However, some of these targets are jointly irreconcilable, since the mentioned variables are closely related. For instance, high economic growth cannot be combined with price stability or low inflation. At the same time, unemployment and inflation are negatively correlated (Phillips curve). Hence not all the stated objectives can be jointly attained and the outcome depends on the government's ability to classify the objectives based on their relevance in the country. In some cases, the government could set a main target such as maintaining price stability or preserving a favorable trade balance.

Lebanon in Figures

Ref.	Indicator	Billion LBP	Billion US$	Details
10	Growth	1.50%		2014 - Estimated
11	GDP (in constant Prices 2010)	61,707	40.92	2014 - Estimated
12	GDP (in current prices)	67,558	44.80	2014 - Estimated
20	Inflation (%)	4.00%		2014 - Estimated
	CPI	-0.71%		Dec.2013-Dec.2014
21	M1	8,006	5.31	November 2014
22	M2	72,460	48.05	November 2014
23	M3	175,573	116.43	November 2014
24	M4	186,071	123.39	November 2014
30	Balance of Payment	-1,146	-0.76	Dec.2013-Nov. 2014
31	Current Account	-16,437	-10.90	Jan.2013 - Dec.2013
32	Balance of Trade	-25,907	-17.18	Jan.2014 - Dec.2014
40	Unemployment Rate	10.00%		2012
41	Employment Rate	47.60%		2009
42	Population	4.16 Mn		2014 - Estimated
43	Population 15 - 64 y.	2.72 Mn		2014 - Estimated
51	State Budget Deficit	-4,733	-3.14	Nov. 2013- Oct. 2014
52	Budget Revenues	15,571	10.33	Nov. 2013- Oct. 2014
53	Budget Expenditures	20,304	13.46	Nov. 2013- Oct. 2014
54	Public Debt	100,448	66.61	November 2014
55	Debt Service	6,267	4.16	Nov. 2013- Oct. 2014

Sources: ABL (54),BDL (21,22,23,24,30, 31), CAS (11,20,41, 42, 43), Customs (32), Ministry of Finance (51,52,53,55), Worldbank (10)

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

International Training Workshop on Herbal Medicine: Drug Discovery from Herbs Approaches, Innovations and Applications
Location: India
Date: 30 March – 03 April 2015
This is a platform for academicians, researchers, traditional medical practitioners and students with streamed scientific sessions and debates.
For more information:
T: 0091(11) 24645134 / 24644974
F: 0091(11) 24644973
Email: namstcentre@gmail.com, apknam@gmail.com
Website: http://www.namstct.org

The 3rd German-Arabic Water Forum
Location: Amman – Jordan
Venue: Amman Chamber of Commerce
Date: 19- 21 April 2015
This forum offers a platform for exchange between leaders from economic authorities, business innovators from small and medium-sized companies, and academic luminaries.
For more information:
T: 0049 (0) 40-609455430
F: 0049 (0) 40-609455439
Email: info@ema-germany.org
Website: http://www.ema-germany.org/

Eurasia Business Forum
Location: Almaty - Kazakhstan
Date: 23-24 April 2015
EBF is an international communication platform and an effective tool to search for clients and partners; representatives of government agencies, national companies, top management of companies in the real sector of the economy, banks, multinational and investment companies, international experts, prominent thinkers, innovators and private investors from different countries.
For more information:
T/F: 07 (727) 349 44 00
Email: forum@ebf.kz / info@ebf.kz
Website: www.ebf.kz

2nd Egypt Power Infrastructure & New Energy Investment Forum
Location: Cairo - Egypt
Date: 29-30 April 2015
This forum focuses on building power generation capacity, upgrading the related infrastructure, increasing energy efficiency, facilitating investment, raising funding and exploring further alternative energy sources.
For more information:
T: 0032 2 662 16 12
Email: info@euroconventionglobal.com

Futurallia Bucharest2015
Location: Bucharest - Romania
Date: 10-12 June 2015
This is an SME international business development forum for national and international companies who are seeking commercial, financial, industrial and technological alliances in order to broaden their business activity.
For more information:
T: 0040212693417
F: 0040212693323
Email: futuralliabucharest2015@abcint.ro
Website: www. futuralliabucharest2015.com

EXHIBITIONS

Security Expo
Location: Sofia - Bulgaria
Venue: Inter Expo Center
Date: 25-28 March 2015
This is an international exhibition, organized by Bulgarian Chamber of Commerce and Industry and Bulgarreklama Agency under the auspices of the Minister of Interior of the Republic of Bulgaria and targets the security industry where domestic and international companies and experts from the sector could review technological novelties, new smart products, and make useful business contacts.
For more information:
T/F: 00359 2 981 66 26
Email: fairs@bcci.bg
Website: http://securityexpo.bg/en

Fashion Access
Location: Hong Kong
Venue: Hong Kong Convention and Exhibition Centre (HKCEC)
Date: 30 March- 01 April 2015
This is an international fashion fair for bags and footwear, leather goods, lifestyle accessories, apparel and more.
For more information:
T: 00852 2827 6211
F: 00852 3749 7346
Email: info@aplf.com / sales@aplf.com
Website: www.fashionaccess.aplf.com/www.aplf.com

Malaysian International Halal Showcase-MIHAS 2015
Location: Kuala Lampur - Malaysia
Venue: Kuala Lampur Convention Center
Date: 01- 04 April 2015
This event focuses on halal consumables such as agriculture produce, canned food, chocolate and herbal products; non food products such as perfumery, and cosmetics; halal certified premises such as hotels, restaurants and catering services.
For more information:
Contact Metrade Jeddah
T: 0096626532143 / 6532198
F: 0096626530274
Website: www.matrade.gov.my

Solarex
Location: Istanbul - Turkey
Date: 09- 11 April 2015
This is the 8th International Solar Energy and Technologies Exhibition.
For more information:
T: 0090 232 458 35 69
F: 0090 232 458 35 70
Email: info@joudygroup.com
Website: www.joudygroup.com

Cosmobelleza 2015 Barcelona
Location: Barcelona – Spain
Date: 11- 13 April 2015
This is an international trade show for beauty.
For more information:
Website: http://cosmobelleza.com/eng/home.cosmo

Salon de Gourmets Madrid 2015
Location: Madrid – Spain
Date: 13- 16 April 2015
This is a trade show for quality food and beverage products.
For more information:
Website: http://www.gourmets.net/salon/index.php

Salone del Mobile
Location: Milan - Italy
Venue: Milan Fairgrounds, Rho (Milan)
Date: 14- 19 April 2015
This is an international furnishing accessories.
For more information:
Website: www. salonemilano.it

HORECA 2015
Location: Beirut - Lebanon
Date: 20- 23 April 2015
This is an annual hospitality and food service event.
For more information:
T: 009611480081 ext 224
Email: participate@hospitalityservices.com.lb
Website: www.horecashow.com

BAU Job Fair Exhibition 2015
Location: Debbieh-Lebanon
Venue: BAU Debbieh Campus
Date: 21 April 2015
This event is organized by Beirut Arab University (BAU) and the Job Fair Committee and targets students and graduates from all faculties.
For more information:
T: 00961 1 300110 Ext: 2329 or Ext: 2678
F: 00961 1 818402 Ext: 2767
Email: jobfair@bau.edu.lb
Website: www.bau.edu.lb

Techno Mebel /World of Furniture
Location: Sofia - Bulgaria
Venue: Inter Expo Center
Date: 21-25 April 2015
The two exhibitions allow businesses and end customers to be exposed to the furniture industry in one place including woodworking machines and tools, materials and accessories for furniture production.
For more information:
T: 00359 (2) 9655220 / 9634299
F: 00359 (2) 9655231
Email: iec@iec.bg
technomebel@timberchamber.com
Website: www.iec.bg / www. timberchamber.com

Global Exhibition on Services-GES
Location: New Delhi - India
Venue: Pragati Maidan
Date: 23-25 April 2015
GES will serve as a platform to enhance strategic cooperation and develop synergies between competitive players of the services sector with their global counterparts through discussing ways for the services sector to become more competitive globally in order to generate more wealth and employment.
For more information:
T: 0091 011 4577 1015/ 4577 1453
F: 0091 011 24626149
Email: anjula.solanky@cii.in
Website: www.gesdelhi.in

Freskon
Location: Thessaloniki-Greece
Venue: International Exhibition Center
Date: 23-25 April 2015
This is an international trade show for vegetables and fruits.
For more information:
T: 00302310291111
F: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Beauty Eurasia
Location: Istanbul-Turkey
Venue: IFM Istanbul Expo Center
Date: 30 April – 02 May 2015
This is an international exhibition for cosmetics, beauty and hair.
For more information:
T: 0090 212 603 33 33 Ext. 213
F: 0090 212 603 33 34
Website: www.beautyeurasia.com / www.beauty-events.com

Domicatec
Location: Athens –Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "Al Venizelos"
Date: May 2015
This is a building and renovating exhibition
For more information:
T: 0030210354900
F: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: metropolitanexpo.gr

Expo Milano 2015
Location: Milano -Italy
Date: 01 May - 31 October 2015
This is a non-commercial Universal Exposition around the theme of "Feeding the Planet, Energy for Life." It represents a unique opportunity to establish and develop commercial and business relations.
For more information:
Website: www.expo2015.org

Thessaloniki Book Fair
Location: Thessaloniki-Greece
Venue: International Exhibition Center
Date: 07-12 May 2015
This is an international book fair.
For more information:
T: 00302310291111
F: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Eleotechnia
Location: Athens-Greece
Venue: Modern Olympic Facilities Former Airport Helleniko Athens
Date: 15-17 May 2015
This is a Mediterranean exhibition of olive and olive oil.
For more information:
T: 00302107568888
F: 00302107568889
Email: info@eleotexnia.com
Website: www.copassexpo.gr

Beauty World Middle East 2015
Location: Dubai– U.A.E.
Venue: Dubai International Convention and Exhibition Center
Date: 26-28 May 2015
This is an international trade fair for beauty products, hair, fragrances and wellbeing in the Middle East.
For more information:
T: 0097143894541
F: 0097143585533
Email: krishantha.medagama@uae.messefrankfurt.com
Website: www. messefrankfurt.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

The Halal Catering Argentina Company
Location: Argentina
This company renders services, essentially oriented to food industries whose main purpose is to comply with tha HALAL rite in all its productive stages and would like to establish business relations with Lebanese importers.
For more information:
T/F: 00541139748437 / 45050703
Email: amal@halalcerificationarg.com / thca@halalcerificationarg.com
Website: www.thehalalcateringargentina.org

Companhia Nacional de Pneus S.A.-CNP
Location: Portugal
CNP is a manufacturer of tires for bicycles, motorcycles & scooters and would like to establish business relations with Lebanese importers.
For more information:
T: 00351225104537
F: 00351225102154
Email: tirescnp@hotmail.com

Poultry Complex Gubyn Ltd.
Location: Ukraine
This company is a manufacturer of frozen whole broiler-chicken and would like to establish business relations with Lebanese importers.
For more information:
T/F: +38 0332 788 209 / +38 0332 788 211]
Email: topolska@pankurchak.com.ua
suhetska@pankurchak.com.ua
Website: www.pankurchak.ua

GuangZhou PengRUI Shoes co.,Ltd.
Location: China
This company is a manufacturer of safety shoes and would like to establish business relations with Lebanese importers.
For more information:
T: 0086 13076817592 / 008613824405804
Email: stephaniesafetyshoes@pr158.com

Venture Tea Pvt Ltd.
Location: Srilanka
This company engages in the production of Ceylon Black Tea and would like to establish business relations with Lebanese importers.
For more information:
T: 0094114821880
F: 0094114820479
Email: venturetee@gmail.com
Website: www.venturetea.com
www.tarltontea.com

Elina D'Italia
Location: Italy
This company produces and sells Italian men's and women's clothes and would like to sign international agreements of distribution with Lebanese and foreign importers.

For more information:
T: 00390309032233
F: 00390309961539
Email: info@elenaditalia.it
Website: www.elenaditalia.it

Akcelik
Location: Turkey
This company produces storage and air tanks and would like to establish business relations with Lebanese companies.
For more information:
T: 00 (326) 656 32 33-34-35
F: 00 (326) 656 25 21
Email: abit@akcelikboru.com

Tenders
Location: Senegal
Projects related to water systems and sanitation in rural areas.
Opening Date for Offers: 24-October 2014
Closing Date: 14-October 2019
For more information:
T: 00221338390202
F: 00221338210478
Email: agetip@agetip.sn / adieng@egetip.sn
Link: http://www.ccib.org.lb/uploads/BID Projects-Senegal_1.pdf

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat

Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé

INTEGRATED COMMUNICATIONS

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 1 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb